

La Communale

La lettre d'information des directeurs de l'éducation
n° 62/NOVEMBRE 2017 - www.andev.fr

SOMMAIRE

02 LES 25 ANS DE L'ASSOCIATION

03 DOSSIER TEMPS ÉDUCATIFS

03 Le lien Éducation nationale /collectivités territoriales

07 Les Collectivités, acteurs clés de l'éducation pour lutter contre l'exclusion sociale des enfants et des adolescents

09 DOSSIER PLAN NUMÉRIQUE

09 « L'Innovation Hub » : un véritable espace pour repenser l'école d'aujourd'hui et penser celle du futur, thème du salon Educative 2017

10 ACTUALITÉS

16 Capitaliser sur les territoires les acquis de la réforme

16 VIE DE L'ASSOCIATION

16 Invitation au Ministère de l'Éducation nationale Vendredi 28 septembre 2017

17 VIE DES RÉSEAUX RÉGIONAUX

17 GROUPE RÉGIONAL IDF Normandie à Enghien le 30 mars 2017

22 GROUPE RÉGIONAL IDF Normandie à Paris le 4 mai 2017

26 TÉMOIGNAGES COMPAGNONS DE ROUTE DES 25 ANS DE L'ANDEV

26 Alain Bocquet

32 LECTURES

édito



Rozenn MERRIEN
Présidente
de l'ANDEV

Chaque rentrée est unique dans la mémoire des enfants et des jeunes... et également pour tous les directeurs ou cadres de l'éducation.

La parution du décret du 28 juin 2017 donnant la possibilité aux collectivités de revenir à une semaine de 4 jours, le dédoublement des classes de CP en REP + ont donné à cette rentrée 2017 une teinte toute particulière et nécessité pour certains d'entre nous de faire preuve de réactivité et de capacités d'adaptation, d'innovation, parfois de négociation, dans des délais très courts.

Quelles que soient les orientations retenues pour cette rentrée, l'enjeu éducatif reste de conforter et renforcer les alliances éducatives au service de tous les enfants, continuer à construire dans la continuité des dynamiques territoriales engagées !

En attendant de nous retrouver nombreux au Congrès 2017 au Havre, le conseil d'administration et la commission permanente vous souhaitent une excellente rentrée à tous !



Rozenn MERRIEN
Présidente de l'ANDEV

LES 25 ANS DE L'ASSOCIATION

Avec le renouvellement générationnel en cours et les nouvelles donnes, financières et territoriales, il est clair que nous sommes à l'aube d'un nouveau cycle pour une organisation comme la nôtre, nouveau cycle qui nécessite à la fois la reformulation partagée du projet¹ et l'appropriation tout autant partagée de notre histoire.

La mise en réseau de l'ANDEV avait et a toujours pour buts :

- De mettre en lumière notre métier commun, particulier en France, qui se déploie, dans le domaine éducatif, à l'articulation règlementaire, historique et politique des responsabilités et compétences partagées (depuis bientôt deux siècles) entre l'État (les acteurs locaux de l'éducation nationale) et les maires (les directeurs que nous sommes).
- De promouvoir ce métier donc, qui nous est spécifique, d'améliorer l'expertise professionnelle de chacun d'entre nous par l'échange et le débat autour des pratiques, de favoriser l'évaluation collective et l'émergence de solutions, d'évolutions, d'expériences, d'innovations ; de faire bouger des lignes...
- De favoriser par tous les moyens la formation des acteurs du système public de l'éducation, en participant nous-mêmes à l'ingénierie de la mise en œuvre de cette ambition.

Notre histoire illustre l'engagement qui a été le nôtre dans ces trois domaines, façon de tisser notre engagement, fondé sur des valeurs patiemment mises au jour telles que :

- Les adultes ont besoin de penser leur existence dans un continuum qui la dépasse ; l'avenir, donc les enfants, donc un projet pour eux, donc un projet pour soi qui dépasse son propre temps, sont des éléments majeurs pour toute société qui veut s'inscrire dans la durée.

Ou encore :

- Il n'y a pas d'issue individuelle qui ne se fonde dans un destin collectif, il n'y a pas de réussite pour tous qui ne respecte et ne prenne en compte la part de chacun.

Ou bien :

- Les élèves, les enfants, ont besoins de professionnels, d'accompagnants qui les aident à s'inscrire, à s'émanciper et à être acteurs dans un projet de société, d'éducation.

Ce qui fait le lien avec aujourd'hui, est que, malgré toutes les brumes, les sirènes et coups de tabac, l'enfant au centre n'autorise pas la triche. Service public, éducation et respect, projet... de solides piliers pour de droites bottes de soutiers...

Par Alain Bocquet

1. Cf LC 56

Le lien Éducation nationale/ collectivités territoriales

Traiter du lien ou des relations actuelles entre l'Éducation nationale et les collectivités territoriales amène, en premier lieu, à considérer les évolutions importantes de ce partenariat obligé et nécessaire à travers l'histoire de l'éducation et du système éducatif. Si l'approche des années Guizot et Ferry « A la commune le matériel, à l'État le spirituel ! » est désormais révolue, il est opportun de rappeler en quoi les compétences partagées entre l'État et les collectivités locales supposent des clarifications et ajustements permanents, inhérents aux incontournables et nombreuses évolutions structurelles, conjoncturelles et politiques de chacune des institutions. Parallèlement, l'approche partenariale, indispensable au monde éducatif d'aujourd'hui, mérite d'être réinterrogée et amplifiée dans une logique d'ancrage territorial, moins descendante, au plus près de la réalité des terrains d'exercice d'une éducation désormais partagée, tout en préservant les compétences et missions de chacun. En ce sens, la récente réforme des rythmes scolaires (ou éducatifs suivant la coloration que l'on souhaite lui apporter) est un formidable révélateur des difficultés et tensions, mais aussi de leviers de progrès relatifs à cette logique de compétence partagée. Il convient donc de préciser en quoi, le regard lucide des institutions de l'État et de la fonction publique territoriale sur les évolutions et analyses en cours doit permettre d'aller plus loin, pour une gouvernance et une mise en œuvre réellement cohérentes, complémentaires et respectueuses des prérogatives de chacun, au service de l'épanouissement et de la réussite scolaire des enfants/élèves qui nous sont confiés.

1. Une coopération historique en constante évolution qui repositionne les collectivités locales

Lorsqu'il est question des acteurs du système éducatif français, il est régulièrement rappelé que l'éducation est un service compétences attribuées aux collectivités territoriales pour les associer au développement de ce service public. Pour ce qui concerne les communes, échelon le plus directement concerné par l'ANDEV, la loi Jules FERRY de 1881 institue le fait que l'école primaire est communale, et que la commune gère donc la construction, l'entretien et l'équipement des établissements scolaires. Il est également question d'autres com-

pétences traditionnelles concernant l'inscription des élèves, le contrôle et le respect de l'instruction ainsi que la sécurité aux abords de l'école. Le code des Communes et code de l'Éducation précisent par ailleurs que la commune gère les personnels non enseignants, en particulier les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, ainsi que l'organisation de la restauration scolaire.

Force est de constater que depuis les années 1980, l'État a engagé une opération de décentralisation des compétences qui renforce le poids des collectivités territoriales. Les communes, départements et régions participent au fonctionnement global de l'éducation nationale. Il est clair que depuis des décennies, la thématique « commune et éducation » ne se limite pas à la seule construction et à l'entretien des écoles. Pour autant, la vision pour le moins dépassée « A l'État le développement des intelligences, aux communes la construction et l'entretien des écoles ! » reste parfois d'actualité, là où les corporatismes et craintes d'une municipalisation de l'école sont encore de mise.

L'appel de Bobigny de novembre 2011 a explicitement conforté cette idée d'un 21^{ème} siècle qui devient celui de la combinaison de l'éducation formelle, informelle et non formelle. La proposition 10 de ce texte, approuvée par l'ensemble des signataires (y compris les principaux syndicats d'enseignants) conforte l'école républicaine comme base du système éducatif, mais « qui ne peut pas tout faire et tout compenser, l'éducation et l'accès aux connaissances se jouant aussi en dehors du temps strictement scolaire ».

Bien conscientes de cet enjeu de continuité et de complémentarité des politiques éducatives, nombre de collectivités ont engagé une réflexion de fond concernant la montée en puissance de leurs services concernés par l'éducation des enfants et jeunes de la cité. Dans un contexte de recherche de sens et de lisibilité, les municipalités bénéficient aujourd'hui de l'atout de la proximité et sont en contact permanent avec les parents d'élèves et directeurs d'écoles. Les Inspecteurs de circonscriptions Éducation nationale sont devenus les interlocuteurs privilégiés des directeurs éducation des collectivités et tentent, autant que faire se peut malgré des emplois du temps très contraints, de partager et de construire

ensemble des réponses appropriées aux problématiques de terrain. Le volontarisme politique local, la mise en œuvre de moyens forts dépassant les seules compétences obligatoires, permet désormais une visibilité réelle, en rupture totale avec l'héritage historique de « l'État seul éducateur » issu du discours de J. FERRY à la chambre le 26 juin 1879.

Une approche qui reconnaît à l'Éducation nationale, aux enseignants, un rôle essentiel de transmission. Une approche qui donne toute sa place aux familles comme acteurs premiers de l'éducation de leurs enfants. Et une approche qui s'ouvre à la ville, aux territoires, prenant appui sur toutes les ressources qui localement se mobilisent pour ensemble, transmettre, partager, construire, pour et avec les enfants et les jeunes, des approches éducatives originales, contextualisées. Une approche qui s'appuie sur les valeurs de la République et les fait vivre auprès de tous.

Fortes de ces évolutions, les expériences de projets éducatifs locaux se sont développées depuis plusieurs années, avec une grande diversité dans de nombreuses villes et territoires, s'adaptant aux contextes et environnements. De nombreuses initiatives locales ont pris appui sur la démarche des Projets Éducatifs Locaux (PEL) pour généraliser et légitimer un cadre de référence partagé pour des politiques éducatives ambitieuses.

Au final, après un siècle de centralisation étatique, chacun des acteurs a bien perçu combien progressivement, le centre de gravité de l'école s'est déplacé vers les collectivités territoriales et les acteurs locaux de l'Éducation nationale, DASEN, IEN, et responsables d'établissements scolaires. Et c'est bien à cet enjeu de réflexion collective et territorialisée qu'il convient de répondre désormais, afin de faire vivre pleinement et avec tous, des politiques éducatives locales fortes, à la hauteur des défis d'aujourd'hui.

2. Intention partenariale ou injonction descendante ?

La démarche partenariale relative aux projets éducatifs de territoires, aujourd'hui validée par les institutions, vise à permettre l'instauration d'un climat de travail serein, par une coordination, une hiérarchisation, des actions à conforter ou à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan d'actions partagé entre l'éducation nationale, les collectivités locales et les acteurs éducatifs. Il s'agit le plus souvent, d'accompagner les évolutions de l'école et ainsi renforcer la qualité de l'accueil comme la complémentarité des actions à engager avant et après le temps scolaire.

Aussi louable que soit cette intention de co-construction des réponses à apporter aux enjeux actuels du système éducatif, il est nécessaire de rappeler qu'elle est régulièrement mise à mal par des changements, parfois très rapides et majeurs, qui brisent la logique de continuité. Alors que la cinquième république a connu trente-deux ministres de l'Éducation nationale sur une durée de cinquante-six années, il est aisé de comprendre que la collaboration entre l'État et les collectivités n'a pas été un long fleuve tranquille, voire qu'elle ait été source de réelles tensions. Rien que depuis l'année 2000, neuf ministres se sont succédés jusqu'à aujourd'hui. Autant de Ministres que de réformes ou ajustements/changements/retours en arrière qui ont eu un impact considérable sur les collectivités territoriales.

Pour n'en citer que quelques-unes que les directeurs de services adhérents de l'ANDEV ont bien connues, rappelons-nous la difficile mise en place du SMA, service minimum d'accueil, à gérer par les communes lors des situations de grève des enseignants. Un texte sorti durant l'été pour mise en œuvre à la rentrée de septembre, perturbant assez largement les congés de certains fonctionnaires territoriaux...

Suppression du samedi scolaire, avec délais beaucoup trop courts pour reconstruire le nouveau calendrier sur quatre jours et réorganiser le travail des services et agents municipaux, tout en permettant la concertation sur les nouveaux dispositifs prévus (stages de remise à niveau, accompagnement éducatif...).

Dispositif MTA (moins de trois ans), parfois présentés pour éviter une fermeture de classe, avec injonction de recrutement d'Éducateurs de Jeunes Enfants à la charge des communes, avec ou sans financements CAF selon les départements et montages des projets.

Accueil des enfants en situation de handicap, numérique à l'école, éducation au développement durable, sécurité routière, etc..., et désormais sécurisation des enceintes scolaires, lutte contre la radicalisation. Autant de sujets d'importance intégrant progressivement le système éducatif dans un monde en mouvement, mais dont il incombe aux collectivités d'en assurer la mise en œuvre politique, organisationnelle, financière et technique, suite aux décisions prises par l'État.

Et bien entendu plus récemment, la tornade, cette réforme des rythmes scolaires initiée par l'État, pour laquelle nombre de collectivités se sont senties bien

seules quant à la gouvernance et au pilotage de changements majeurs modifiant totalement la relation aux partenaires, les organisations internes, les équilibres budgétaires...

Même si les municipalités, élus et services, font souvent preuve d'une remarquable capacité d'adaptation et de proactivité pour trouver des solutions aux problématiques soulevées, la difficulté réside le plus souvent dans le manque de concertation en amont. Si les réponses peuvent effectivement advenir du terrain, les textes normatifs et par trop descendants ont peu de chance de faire émerger l'efficacité attendue.

Le fonctionnement injonctif crée un malaise, génère des réactions de défiance (même si les intentions peuvent être partagées), d'autant plus dans un contexte de baisse des dotations en direction des collectivités, alors que les budgets consacrés à l'éducation sont les plus conséquents au niveau local. L'attente est forte et légitime d'une logique permettant à tous ceux qui contribuent à la dépense d'éducation de décider ensemble. Quid d'une approche réellement partagée par le dialogue et la concertation concernant les questions d'éducation, avant la mise en application des textes et décrets ?

Quant à la question de la gouvernance ou d'une réelle gouvernance partagée, la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires a conforté une fois de plus pour les communes, le sentiment d'être livrées à elles-mêmes et d'avancer dans le brouillard. Les impacts sur la relation très tendue avec les enseignants, directeurs d'écoles et familles, quant au choix des organisations des temps scolaires et périscolaires ont laissé des traces. Le manque d'appui et de régulations par les cadres de l'Éducation nationale, autorité de tutelle, a été fortement remarqué.

Le fonctionnement actuel des réunions de conseils d'écoles illustre également cette forme de malaise quant à la gouvernance des questions d'éducation. Alors que les directeurs d'écoles sont présidents et responsables des ordres du jour, que penser de ces réunions durant lesquelles, le plus souvent, plus de la moitié du temps (voire 90% parfois) est consacré à traiter des sujets ne concernant que la ville, en présence des parents d'élèves élus ? Comme le précise le rapport d'information Sénatorial du 24 juin 2015, intitulé « Les conseils d'écoles : pour une relation de confiance dans un cadre rénové », nombre d'élus ne se sentent pas considérés comme des partenaires à part entière de l'école et rappellent être mis en difficulté de manière récurrente.

Pour autant, bien des territoires ont pu dépasser certains clivages et corporatismes pour avancer de manière fort qualitative, en s'appropriant les évolutions attendues dans une logique réellement partenariale, concertée et pluri-professionnelle. Là où il existait une antériorité du partenariat local, selon un mode de gouvernance partagée souvent formalisé par les projets éducatifs locaux, chacun des acteurs a intégré que le « faire ensemble » et le « s'ajuster ensemble », soit l'intelligence collective, étaient gages de réussite. Il s'agit donc bien d'affirmer que la territorialisation de l'action éducative est un gage de prise en compte de la diversité des contextes et de lutte contre les inégalités.

3. S'appuyer sur les réussites pour faire émerger de nouvelles configurations éducatives

Plusieurs évaluations, relatives à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires et aux PEDT, confirment que les villes sont en attente d'une réelle démarche commune et partagée, mais aussi de productions d'outils permettant de consolider le travail engagé avec les différents acteurs locaux (Éducation nationale, parents, acteurs associatifs). Lors de sa récente audition au Sénat, l'ANDEV a réaffirmé le fait de privilégier les expérimentations locales plutôt que de poursuivre une approche basée sur un modèle de fonctionnement unique.

Les territoires disposent désormais d'un cadre législatif et de financements, de l'accompagnement des services de l'État et de la CNAF qui permettent d'envisager un véritable travail collectif local, au service de la résorption de l'échec scolaire et de la réduction des inégalités d'accès aux activités culturelles, citoyennes, sportives, scientifiques...

La prise en compte des réalités sociales et des contextes locaux renforce les dynamiques de continuité éducative entre les projets d'écoles et ceux des temps périscolaires et des structures des temps de loisirs. Alors même que les projets éducatifs des collectivités entrent fortement en résonance avec le socle commun, et que chacun s'accorde à dire qu'il convient désormais de construire des parcours éducatifs cohérents, faisant sens pour les enfants et leurs familles, les expériences réussies valorisées dans le cadre des rencontres éducatives nationales méritent d'être analysées et amplifiées.

A cet effet, une simplification des dispositifs, procédures et homogénéité des taux d'encadrement au niveau national permettrait davantage

de réactivité et d'efficacité dans les collectivités. Parallèlement, une harmonisation, en amont, des cadres règlementaires entre les différents services de l'État et la CNAF permettrait de simplifier le travail de terrain. Aujourd'hui, le nombre d'interlocuteurs différents (Éducation nationale, DRJCS, CAF, MSA...) proposant chacun leurs outils et cadres ne facilite pas les mises en œuvre, voire démobilise les acteurs locaux lorsque les réponses apportées se contredisent.

Au moment même où se dessinent les perspectives pour l'école de demain, il apparaît incontournable de poursuivre les efforts de formation des professionnels de l'éducation. Sans nul doute, du côté des collectivités locales, la réforme des rythmes a eu pour effet très bénéfique d'engager un vaste programme de formation et de montée en compétences des agents territoriaux encadrant des temps périscolaires. Du volet formation dépend bien entendu le travail qualitatif proposé au quotidien dans les écoles sur les temps périscolaires, et l'on ne peut que se satisfaire de la dynamique enclenchée en ce sens.

Que chacune des institutions amplifie ses moyens mis à disposition pour les plans de formation est plus que souhaitable, mais il est aussi à considérer que le temps est venu désormais de généraliser les expériences de formations pluri-professionnelles initiées ici ou là. Le temps de l'école dépasse largement le temps strictement scolaire aujourd'hui, et il est dorénavant fondamental de travailler les moments de transitions, de passations, règles de vie et postures professionnelles de l'ensemble des acteurs éducatifs concernés, pour un projet global d'accueil cohérent et faisant sens. C'est le même enfant qui du matin au soir traverse les espaces et un nombre important d'acteurs qui ne peuvent s'ignorer.

Plusieurs expériences de formations pluri-catégorielles ont démontré qu'elles constituaient de véritables leviers de progrès, par l'émergence d'une connaissance mutuelle, reconnaissance et culture commune au service d'un projet partagé, chacun dans son domaine de compétences. C'est dans ce cadre qu'émergent l'intelligence et la cohérence des réponses, le génie co-éducatif, et cette approche concerne tout autant les personnels d'encadrement que les agents de terrain. Il est fort légitime de penser qu'en partenariat avec le CNFPT (centre national de la fonction publique territoriale), les ESPE (écoles supérieures du professorat et de l'éducation), puissent assurer cette mission. Effectivement, le « é » final d'ESPE prendrait peut-être tout son sens à travers cette approche.

Il est fort complexe de restreindre cette importante question du lien entre l'Éducation nationale et les collectivités à ces quelques lignes, tant il y aurait encore à dire, à illustrer, à proposer, à espérer...

L'enjeu est bien désormais de fédérer les énergies et de mobiliser les acteurs de terrain autour de projets communs, dans une logique de complémentarité respectueuse des prérogatives et contraintes de chacun. Il convient de réaffirmer le rôle central de l'État comme concepteur d'une politique éducative nationale mais aussi comme co-animateur de politiques éducatives territoriales. Les collectivités, maîtres d'œuvre des politiques éducatives qu'elles doivent articuler avec celles pilotées par l'État, doivent pouvoir être davantage consultées pour pouvoir exprimer leurs avis et besoins, afin de renforcer la cohérence d'un service public d'éducation déconcentré et décentralisé, et dont la gouvernance doit être précisée.

Cette logique d'éducation globale et concertée pose les bases d'une école publique comme lieu qui rassemble et qui ne peut désormais se passer du « travailler ensemble » pour répondre aux défis auxquels la nation doit faire face. Si l'école ne parvient pas à combattre totalement les inégalités, alors combattons-les ensemble, chacun à sa place, dans le cadre d'un partenariat bien pensé. Il ne s'agit en aucun cas de prendre la place des enseignants, mais bien de permettre d'aider les enseignants à mieux exercer leur métier et de faire que la pluralité d'acteurs et intervenants locaux, aux compétences multiples, favorisent l'enrichissement l'environnement.

L'école publique est le seul espace de socialisation total de longue durée et ne peut plus rester seule, les solutions ne pouvant émerger que collectivement et en contexte, suivant les spécificités locales. Alors que les modifications profondes du système éducatif interrogent et bousculent les pratiques et modes de faire des uns et des autres, les acteurs devront s'adapter ensemble aux nouvelles situations à venir, « le bouger » des uns entraînant nécessairement « le bouger » des autres.

Faire ensemble en s'appuyant sur l'expertise des uns et des autres, se respecter, s'exiger mutuellement, permettre à l'autre de trouver sa place dans une logique réellement partenariale, autant de défis qui ne pourront être relevés qu'à la condition que les acteurs bénéficient du temps suffisant et nécessaire pour se rencontrer, au plan national comme au plan local.

Par Thierry Vasse
Vice-Président de l'ANDEV
Mars 2017

Les Collectivités, acteurs clés de l'éducation pour lutter contre l'exclusion sociale des enfants et des adolescents

Paris, le 19 septembre 2017 - Faisant écho aux résultats de la 3^e Consultation nationale des 6-18 ans de l'UNICEF France (Grandir en France, le lieu de vie comme marqueur social), cette rencontre a été l'occasion de traiter de façon concrète comment les collectivités peuvent être un acteur majeur pour lutter contre l'exclusion sociale des enfants et des adolescents, notamment les plus vulnérables, en favorisant leur accès aux sports, aux loisirs et à l'éducation, facteurs de lutte contre les inégalités¹.



En 2016, comme en 2013, l'UNICEF France a lancé une grande consultation nationale « Écoutons ce que les enfants ont à nous dire » auprès des jeunes de 6 à 18 ans², les deux fois 22 000 enfants/adolescents, y répondent sur deux thématiques analysées par

Serge PAUGAM, directeur de l'Equipe de recherche sur les inégalités sociales du centre Maurice HALBWACHS (CNRS/EHESS/ENS): L'intégration sociale des enfants en France : de fortes inégalités (année 2013) et grandir en France : le lieu de vie comme marqueur social (année 2016). Une nouvelle consultation sera lancée par l'UNICEF France du 15 décembre 2017 au 15 mai 2018 afin de mesurer l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant au quotidien en France.

Serge PAUGAM, indique que près d'un enfant sur cinq (17%) est en situation jugée préoccupante d'exclusion sociale. Parmi eux, 7% sont en situation d'exclusion extrême « déjà pris dans un processus de disqualification sociale ». La consultation met en lumière le lien entre privation et exclusion sociale, complétant ainsi, ce que nous savons de l'analyse économique de la pauvreté qui estime à 3 millions les enfants pauvres en France. La consultation permet de cerner le sentiment de privation des enfants et des jeunes. 14,5% d'entre eux subissent une situation de grande ou d'extrême privation.

Et leur qualité de vie se dégrade proportionnellement à leur niveau de pauvreté ressenti. Les 6/18 ans vivant dans la précarité se perçoivent de plus en plus en difficulté à l'école ou dans leur famille, plus éloignés du système de soins, plus marginalisés dans leur quartier, plus en insécurité dans leur environnement proche mais aussi moins associés à la vie de la collectivité que les autres enfants.

C'est la triple voire la quadruple peine, « la spirale du malheur » selon les termes de Catherine Dolto argumentant de la reproduction des inégalités, au cours de la vie des futurs adultes en développement.

Une question fondamentale du rapport questionne le lien avec les activités culturelles, sportives, scientifiques etc....

Les difficultés d'intégration sociale sont-elles corrélées aux privations auxquelles les enfants sont confrontés dans leur vie quotidienne ? Se traduisent-elles également par des problèmes de dégradation du cadre de vie ?

Mesurer la privation se réfère à un indice fondé sur 17 items et reprend en complément 14 critères retenus à l'échelon européen.

- Premier exemple : J'ai des livres pour lire des histoires ou apprendre des choses adaptées à mon âge
- Deuxième exemple : A la maison, pour jouer dehors, j'ai un vélo, un skate, une trottinette ou des rollers
- Troisième exemple : Je participe à des activités avec d'autres enfants en dehors de l'école, du collège, du lycée.

La conclusion est que 8,7% des enfants sont dans une situation de grande privation et que 5,8% connaissent une extrême privation soit 14,5%.

Le rapport confirme ce qu'on savait en analysant le niveau de vie des parents : une concentration de la pauvreté dans les quartiers dits « prioritaires » ce qui se traduit pour les enfants, par des privations matérielles, mais aussi d'accès aux savoirs, à la santé ou à des activités jugées trop chères. Bref, un cumul d'inégalités. On voit aussi que très jeunes, les enfants ont le sentiment de ne pas avoir les mêmes droits que les autres.

1. <https://www.unicef.fr/contenu/espace-medias/ports-loisirs-et-education-pour-que-les-collectivites-s-engagent-dans-la-lutte-contre-l-exclusion>

2. <https://www.unicef.fr/sites/default/files/atoms/files/rapport-unicef-france-consultation-droits-enfants-2016.pdf>

Les enfants interrogés dans ces quartiers, se sentent plus souvent discriminés, harcelés parfois et sont particulièrement angoissés à l'idée de ne pas réussir à l'école. Ils semblent enfermés dans une représentation négative d'eux-mêmes, qui résulte de l'image de ces territoires. Ils font très tôt l'expérience de la différence, de la stigmatisation. Et quand ils sortent de leur quartier, ils sont souvent en difficultés, soit parce que leur valeur n'est pas reconnue, en raison de leur couleur de peau, soit parce qu'ils résident « à la mauvaise adresse ». D'où leur réflexe compréhensible de valoriser les liens tissés au sein de leur quartier, devenu refuge face à un monde hostile.

L'école le lieu clé pour combattre les inégalités ?

C'est l'école en ce qu'elle est intégrée dans la cité qui doit servir de levier. Il faut arrêter de penser l'école comme un système clos, mais l'articuler encore plus à son environnement. L'étude a montré que quand les enfants sont privés d'activités extrascolaires (ce qui arrive beaucoup plus souvent dans les quartiers défavorisés), ils ont quatre fois plus de chance de se sentir angoissés à l'école. Réformer l'école c'est aussi réformer son lien avec tous les autres acteurs de l'intégration.

Il est à remarquer que la loi du 8 juillet 2013 sur la refondation pour l'école, encore en vigueur en cet automne 2017, a cette ambition positive de proposer un projet éducatif associant tous les acteurs éducatifs faisant sens à l'intégration de tous les enfants en tenant compte de cette privation.

Dès l'âge de 6 ans, ils sont 54% à témoigner d'un manque d'accès aux savoirs, 41% d'un manque d'activités culturelles ou de loisirs, 22% se disent en situation de privation matérielle et 28% en situation de privation d'accès aux soins.

Les facteurs qui expliquent le sentiment d'angoisse scolaire : privations d'activités 3,78 fois plus de risque que la privation de sociabilité (1,61 fois), la privation

de la santé 1,60 fois, vivre en quartiers prioritaires 1,56 fois, et la privation d'accès aux savoirs 1,33 fois.

Les types de privations constituent tous un facteur explicatif : plus les enfants souffrent de privations, plus ils ont un risque supérieur d'être angoissés dans le système scolaire. La privation d'activités est la principale et ce résultat montre à quel point les activités ludiques, culturelles ou sportives, menées en dehors du cadre scolaire, ont une incidence sur l'aisance des enfants et des adolescents dans le cadre scolaire. Les activités contribuent à renforcer la confiance en soi. Mais comme elles sont pratiquées de façon inégale selon le milieu social des enfants et des adolescents, elles contribuent aussi à accroître les inégalités scolaires.

En reconnaissant ces éléments d'analyse de Serge Paugam, il est plus que surprenant que soit « remise en cause la loi sur la refondation pour l'école » et encore plus l'intérêt des temps d'activités périscolaires défendus dans l'aménagement du temps scolaire avec la prise en considération des rythmes de l'enfant. L'accentuation des inégalités d'accès aux activités culturelles et sportives en dehors du cadre scolaire est plus que d'actualité par le retour aux 4 jours d'école, privant ainsi encore une fois, les enfants les plus éloignés des apprentissages.

Avant de marteler : « L'enfant et l'adolescent doivent être au centre de toutes les politiques publiques, de la façon la plus transversale possible », la mission première de ces politiques publiques devrait être de protéger les plus vulnérables ».

http://www.francetvinfo.fr/societe/education/enfance-et-exclusion-sociale-l-unicef-pointe-la-spirale-du-malheur_1674103.html

Par Chantal Blandel

Chargée des processus d'évaluation des Politiques Publiques ville de Marignane, Coordinatrice Réseau ANDEV Sud Méditerranée, Référente Ville Amie des Enfants du Comité Unicef Alpes Provence

La 3^e Consultation nationale des 6-18 ans est ouverte du 15 décembre 2017 au 15 mai 2018

Les enfants et les jeunes peuvent s'exprimer et répondre sur les sujets qui les concernent dans leur quotidien : éducation, loisirs, santé, sécurité.

Pour cette nouvelle édition, un accent particulier est mis sur les situations vécues par les enfants et les adolescents vivant dans les zones rurales.

Comment participer à la Consultation ?

C'est très simple. A partir du 15 décembre 2017, il vous suffit de vous rendre sur notre plateforme dédiée www.jepar-ledemesdroits.fr. Cela ne prend qu'une poignée de minutes pour répondre au questionnaire !

En attendant l'ouverture de la plateforme de la Consultation pour le grand public, les acteurs de l'éducation peuvent inscrire leur structure dès maintenant sur le site myUNICEF (jusqu'au 15 novembre 2017). <https://www.unicef.fr/dossier/consultation-des-enfants-en-france>

« *L’Innovation Hub* » : un véritable espace pour repenser l’école d’aujourd’hui et penser celle du futur, thème du salon *Educative*¹.

Alors que 65 % des écoliers exerceront des métiers qui n’existent pas encore aujourd’hui*, la question des connaissances et des compétences enseignées se pose.

Alors que **le développement des nouvelles technologies** impose de nouveaux usages, l’enseignement voit son modèle changé : de nouvelles façons d’apprendre, de transmettre et de travailler émergent.

Face à ces interrogations sur le devenir de l’éducation, **EDUCATEC EDUCATICE** se tourne un peu plus vers l’avenir et lance un « **Innovation Hub** ».

Cet espace inédit est une véritable vitrine coup de projecteur pour l’innovation qui s’expose dans les couloirs du salon. Un espace où professionnels du scolaire et du supérieur, institutions publiques et acteurs privés se croiseront et échangeront avec les jeunes pousses qui font aujourd’hui l’EdTech, et les grands groupes qui accompagnent cette dynamique.

Cet espace situé au cœur du salon se **découpe en 3 parties** :

- **L’Innovation Lab** : Des présentations et des démonstrations des solutions les plus innovantes y auront lieu,
- **L’agora** « l’école du futur » : Espace de réflexion,
- **Le village start-up** : Pensé en partenariat avec **L’Étudiant** et **EducPros**, il accueillera une vingtaine de start-up dédiées à l’éducation, à l’orientation et à la vie étudiante.

- **Educatec-Educative, Le salon de l’innovation éducative avec 3 jours de débats et 200 exposants.**

Pour cette nouvelle édition, **EDUCATEC EDUCATICE** s’est dotée d’une nouvelle signature « le salon professionnel de l’innovation éducative » et accueillera cette année plus de **200 exposants des domaines des TICE et des TEC**.

La Ligue de l’Enseignement, organisera **des conférences prospectives**, structurées autour de 3 défis majeurs pour l’éducation :

- Une massification de l’accès aux savoirs... pour quels usages et quelles connaissances ?
- Quelle place pour quels éducatifs de demain ?
- Quelles compétences pour demain ?

Et toujours **Tapis rouge** aux collectivités et responsables des projets d’équipement numériques scolaires avec la création d’un service dédié aux rendez-vous d’affaires entre eux et les exposants.

Ghislaine de CHAMBINE
Directrice Educatec
Educative

1. http://www.educatec-educative.com/Edito+2017_393_5021.html

Capitaliser sur les territoires les acquis de la réforme

I. L'argumentaire en faveur d'une organisation pour cinq jours scolaires : une organisation qui favorise la réussite

Un grand nombre d'études menées par des chercheurs, acteurs éducatifs, chronobiologistes s'accordent sur l'intérêt pour l'enfant d'une meilleure répartition des temps d'apprentissage sur la semaine, notamment sur cinq matinées, organisation propice à la réussite de tous, notamment des plus fragiles.

- **En 2008**, François Testu, professeur émérite en chronopsychologie à l'Université de Tours écrit un ouvrage intitulé *“Rythmes de vie et rythmes scolaires. Aspects chronobiologiques et chronopsychologiques”* évaluant l'impact chronobiologique et chronopsychologique portant sur la vigilance, le sommeil, les comportements des élèves en semaine de 4 jours.

- La semaine de 4 jours non seulement ne respecte pas les rythmes journaliers de l'activité psychologique et physiologique de l'élève, mais surtout, elle génère une baisse de la vigilance, voire des comportements d'inadaptation à l'école.
- la semaine de 4 jours **sans une politique socio-éducative périscolaire et extrascolaire d'accompagnement** accentue et allonge les effets perturbateurs du week-end sur l'adaptation à la situation scolaire. Cela se traduit par une désynchronisation des rythmes biologiques et psychologiques journaliers les lundis et vendredis après-midi. La désynchronisation est source de fatigue, de mauvaises performances et de désintérêt. Il ne reste que le mardi et le jeudi pour profiter d'une pleine écoute des élèves et, par là même, les surcharger des disciplines dites fondamentales.
- **Accorder une demi-journée supplémentaire de congé n'est nullement profitable à des enfants livrés à eux-mêmes en dehors de l'école.** La libération du temps n'est pas synonyme d'épanouissement, d'éveil et d'intégration. La semaine de 4 jours creuse le fossé entre ceux qui bénéficient d'activités périscolaires et ceux qui n'en bénéficient pas.

- **En 2009**, Bruno Suchaut, chercheur à l'Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques, écrit un rapport intitulé *“L'organisation et l'utilisation du temps scolaire à l'école primaire : enjeux et effets sur les élèves”*.

« Sur le plan des rythmes hebdomadaires, dans une semaine scolaire de quatre jours et demi de classe (dont le samedi matin), les enfants de CP sont les plus performants le jeudi après-midi alors que pour les enfants plus âgés, c'est le vendredi matin qui est la meilleure demi-journée. La coupure du week-end se ressent le lundi mais aussi le mardi matin pour tous les élèves et avec plus d'intensité pour les élèves les plus jeunes (Testu, 1979). Des études effectuées dans des pays où les jours de congé ne sont pas les mêmes que dans le monde occidental, indiquent que les « bons » et les « mauvais » jours de performances des élèves sont différents, cela tend à montrer que les variations hebdomadaires ne dépendent pas uniquement de l'âge des élèves, mais aussi de l'aménagement du temps scolaire : « à la différence des fluctuations journalières, les variations hebdomadaires de l'activité intellectuelle seraient plus le reflet de l'aménagement du temps que d'une rythmicité endogène propre à l'élève » (INSERM, 2001, p. 62).

La semaine de quatre jours aurait, en outre, des effets négatifs plus accentués dans les zones d'éducation prioritaire, notamment pour les enfants qui ne bénéficieraient pas d'activités péri ou extra-scolaires, la rythmicité intellectuelle journalière s'accompagne en effet d'une diminution significative du niveau de performance pour les élèves concernés ».

« Une organisation du temps qui tiendrait compte des résultats des recherches dans ce domaine limiterait le temps d'enseignement à une vingtaine d'heures jusqu'au CE2 avec des journées moins longues. Cela aurait pour conséquence d'**organiser la semaine sur quatre jours et demi ou cinq jours et de réduire la durée des congés d'été d'une ou deux semaines**. Les séquences d'apprentissage devraient être placées à des moments où les élèves sont les plus réceptifs, il faudrait donc prévoir une mise en route progressive des activités en début de matinée et les débuts d'après-midi devraient être consacrés à des activités non scolaires. Cette organisation implique bien évidemment une coordina-

tion étroite entre les acteurs éducatifs au niveau local pour une articulation entre les temps scolaires et périscolaires. »

- En 2010, le [Rapport de l'académie de médecine](#) indique « **le rôle néfaste à cet égard de la semaine dite de quatre jours sur la vigilance et les performances des enfants les deux premiers jours de la semaine liées à une désynchronisation liée au week-end prolongé** ». Le rapport compare en effet la semaine de quatre jours avec la semaine de quatre jours et demi avec affichant école le samedi matin, sans évoquer la semaine de quatre jours et demi avec école le mercredi.
- Le [rapport de décembre 2010 de la Mission d'information sur les rythmes scolaires](#), présidée par la députée Michèle Tabarot, pour la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, avec comme co-rapporteurs Xavier Breton et Yves Durand. Le ministre actuel de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, à l'époque directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale est cité page 13 : « **si la semaine de neuf demi-journées (quatre jours et demi) n'a pas été choisie, c'est parce que le monde des adultes s'est entendu sur le monde des enfants** ».
- En 2011, le [rapport de la Conférence nationale sur les rythmes scolaires](#) cite page 22 l'exemple de Toulouse : « en 2008, malgré l'entrée en vigueur de la semaine de quatre jours au niveau national, la ville de Toulouse opte pour une mesure dérogatoire mise en place après concertation : ses 198 écoles fonctionnent sur quatre jours et demi dont le mercredi matin. L'inspecteur d'académie de Haute-Garonne, après consultation des conseils d'école pour avis - lequel fut largement favorable - a accordé la dérogation pour trois ans, dans le cadre d'une harmonisation pour les écoles de la ville.
- Les deux arguments avancés étaient les suivants :
 - enseignants et parents, au terme du premier trimestre, après passage à la semaine des quatre jours, se sont plaints « d'un premier trimestre épuisant » et de la fatigue générée par ce dispositif hebdomadaire
 - les deux parents ayant le plus souvent une activité professionnelle, les centres de loisirs devaient faire face à un afflux d'enfants contraints de se lever tôt le mercredi comme les autres jours. Les écarts avec les enfants

dont les activités étaient organisées au domicile étaient visibles et mal ressentis. »

- En 2017, La [note de synthèse du rapport du Sénat](#) sur la réforme des rythmes scolaires publiée en juin dernier, dirigée par deux sénateurs Les Républicains, un socialiste et un communiste, vice-président du Sénat.

Dans les cinq principales recommandations, il est écrit « **Ne pas revenir à la situation antérieure à la réforme de 2013** », c'est à dire la semaine de quatre jours, qui est le pire système pour l'apprentissage des élèves.

« La généralisation de la semaine de quatre jours : une concentration du temps de classe défavorable aux apprentissages, en particulier pour les élèves défavorisés. La réforme de 2008 a vu la généralisation de la semaine de quatre jours à l'école primaire, par la suppression de l'école le samedi matin. Instituée pour des considérations autres que pédagogiques, cette organisation du temps scolaire a été vivement critiquée. En **résultent fatigue et moindre vigilance des élèves, resserrement du contenu et des temps d'apprentissage, libération du temps peu bénéfique pour les élèves défavorisés, distension du lien avec les parents d'élèves.** »

II Parution du Décret n° 2017-1108 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques le 28 juin 2017

Un projet de décret relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire est révélé par la presse le 31 mai 2017. Ce dernier est présenté le 8 juin 2017 au CSE (Conseil supérieur de l'éducation) qui émet, comme le CNEN (Conseil national d'évaluation des normes) un avis défavorable. Les différents mouvements d'éducation populaire, les associations d'élus, l'ANDEV, rappellent dans plusieurs communiqués de presse le bien-fondé de la réforme, insistant particulièrement sur le fait que l'éducation se nourrit de temps long, de continuité plus que de rupture et de précipitation, et appelle **à une évaluation partagée des impacts des réformes en cours, notamment sur les conditions d'apprentissage et le bien-être des enfants, indispensable et incontournable pour une concertation efficace au sein des territoires.**

Il est malgré tout présenté au CTM (comité technique ministériel) le 21 juin 2017 et [Le décret paraît le 28 Juin au journal officiel](#) signé par le Premier ministre Édouard Philippe et le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer,

autorisant les communes à revenir, dès la rentrée prochaine, à la semaine de quatre jours d'école en primaire, au lieu de quatre jours et demi.

Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT) présidé par Philippe Laurent, maire UDI de Sceaux et secrétaire général de l'AMF rassemblant représentants des élus locaux et des salariés a « condamné » mercredi 5 juillet la « démarche » du gouvernement pour l'assouplissement des rythmes scolaires. Il rappelle « les conséquences » sur « les agents, leur temps de travail et, in fine, sur le dialogue social dans les collectivités » d'une éventuelle application de ce décret. Pour le CSFPT, une « évaluation » de l'expérimentation de la semaine de quatre jours et demi à l'école, d'ailleurs « prévue par les textes », est une « nécessité ». le Conseil « exige qu'à l'avenir tout projet concernant directement ou indirectement les agents de la fonction publique territoriale soit auparavant soumis à son avis ».

II. Les évaluations disponibles autour des rythmes scolaires et des PEDT

- La **première évaluation Nationale du PEDT centrés sur les temps périscolaires** a été confiée au Cabinet Éducation et Territoires et Eneis par la DJEPVA et est parue en mai 2017.

Trois principaux objectifs assignés à la démarche d'évaluation :

- Dresser une typologie des PEDT sur le périmètre périscolaire
- Établir un bilan de la mise en oeuvre des PEDT
- Étoffer la capacité d'accompagnement des collectivités

Méthode adoptée : Évaluation entre septembre 2016 et Mars 2017

- Questionnaire : 3 850 réponses, soit 7 553 communes pour un taux de retour de 37,8% des collectivités signataires d'un PEDT
- Observation de terrain : 17 collectivités au sein de 5 départements (Creuse, Haute Garonne, Sarthe, Val d'oise, Vosges)
- Entretiens auprès partenaires institutionnels au sein de ces 5 départements : DDCS, CAF, Éducation Nationale (IEN et DASEN)

3 objectifs hérités de la réforme : un équilibre difficile à trouver

- Organisation des temps, respectueuse des rythmes de l'enfant
- Temps d'activités axés sur la découverte et l'ouverture
- Démocratisation de l'accès au périscolaire

Proposition de typologie des PEDT

- **Type 1 (concerne 24% des PEDT) :** PEDT centré sur les TAP, pas d'offre périscolaire pré existante ou absence de dispositifs éducatifs formalisés.
- **Type 2 (concerne la majorité des PEDT) :** Nette distinction entre les TAP et le reste du périscolaire : tarification, inscription, locaux...
- **Type 3 (concerne une faible proportion des PEDT) :** réforme vécue comme un allongement des temps périscolaires, offre périscolaire pré-existante et bien structurée. Périscolaire déjà fortement autonome du temps scolaire, sans exclure la complémentarité.

Les principaux résultats de l'évaluation :

- Le PEDT est le dispositif éducatif le plus largement diffusé à l'échelle nationale.
- Le PEDT porte une ambition qui dépasse le temps des NAP.
- Un impact plus fort dans l'identification de nouvelles priorités éducatives pour les collectivités qui disposaient déjà d'un PEL / CEL.
- Une forte dynamique autour de la mutualisation qui se caractérise par un bilan contrasté.
- Des modalités de pilotage qui favorisent la participation de toute la communauté éducative.
- Une attention portée à la qualification des intervenants

- **L'Étude de la DEPP (Division de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance du Ministère de l'Éducation Nationale) intitulée "Les organisations du temps scolaire à l'école issues de la réforme de 2013 : quels effets observés ?" est parue fin juin 2017.**

- La première enquête suit un panel d'enfants entrés en CP en 2011. En 2016 ils sont en Cm2 et ils sont près de 15 000 scolarisés dans 4000 écoles.
- Une seconde enquête porte sur 6000 élèves de CP en 2016.

Dans les deux cas, l'étude de la DEPP observe les résultats des élèves en fonction de l'organisation du temps scolaire depuis la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. La DEPP n'a retenu que des rythmes sur 5 jours avec des variations selon l'organisation des après-midis ou la présence ou non du samedi matin. L'étude trouve finalement peu d'impact entre les différentes organisations sur les résultats des élèves.

« L'étude portant sur les apprentissages des élèves cherche à repérer l'existence d'un effet des

différents types d'organisation du temps scolaire (OTS) sur les apprentissages des élèves. Cette étude ne mesure que des effets d'une ampleur très limitée, largement inférieure aux effets des variables sociales ou culturelles », avertit d'emblée la DEPP. « D'une manière générale, les différentes études présentées ne permettent donc pas d'établir des écarts importants selon le type d'organisation mise en place. »

Cette présentation générale est confirmée dans le chapitre consacré aux compétences des élèves. « En tout état de cause, les écarts entre OTS sur le niveau des élèves, lorsqu'il y en a, sont d'une ampleur très limitée, et largement inférieure aux différences de réussite scolaire observées selon les caractéristiques sociales et culturelles des élèves du panel DEPP 2011. De même, l'analyse de l'impact de l'organisation du temps scolaire sur la progression des apprentissages fondamentaux des élèves de CP montre que les progressions des élèves peuvent différer selon l'OTS, mais que ces différences sont statistiquement faibles dès lors que l'on prend en compte le contexte socio-économique de l'école ou les caractéristiques individuelles disponibles de l'élève (sexe et trimestre de naissance) », notent les auteurs.

Ce qu'il faut retenir de cette étude :

- **La situation française est tout à fait exceptionnelle en Europe. « Avec la réforme des rythmes scolaires, le nombre moyen de jours d'école dans l'enseignement primaire est passé de 141 jours en 2010/2011 à 162 jours par an en 2014/2015, ce qui rapproche tendanciellement la France de la moyenne des pays de l'OCDE et de celle de l'UE. En 2015/2016, le nombre moyen de jours d'école en France est toujours de 162 jours ; il est de 185 jours en moyenne des pays de l'OCDE et de 182 en moyenne des pays de l'UE-22 (Regards sur l'éducation, 2016). La France demeure ainsi le pays qui a le plus petit nombre de jours de classe par an dans l'enseignement élémentaire. L'Allemagne en a 188, la Finlande 189, l'Angleterre 190 ». Le retour aux 4 jours va nous éloigner encore davantage des standards internationaux.**

Le raisonnement vaut aussi pour l'organisation de la semaine. « **Pour l'ensemble des pays européens membres de l'OCDE, à l'exception de la France, le rythme hebdomadaire d'enseignement élémentaire est de 5 jours** ». En faisant passer celui-ci de 4 à 4,5 jours, la France s'est rapprochée du standard européen, en restant toutefois un peu en deçà », écrit la DEPP.

Dernier enseignement : « En matière de congés estivaux, la France se situe dans la moyenne de l'Union européenne, avec 8 semaines », écrit la DEPP. « L'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (hors Irlande du nord) ne proposent que 6 semaines de congés durant l'été. Mais d'autres pays (Italie, Lettonie) s'illustrent au contraire par leur largesse : les élèves y bénéficient de 12 à 13 semaines de vacances l'été. C'est en France que les congés en cours d'années sont les plus longs, avec 4 périodes de près de deux semaines réparties sur 10 mois de l'année scolaire ». **La question du calendrier annuel n'est donc pas celle de congés d'été qui seraient trop longs mais des petites vacances.**

III. Procédure pour revenir à la semaine des 4 jours

- Le passage à la semaine de 4 jours émane d'une **entente entre les différents acteurs locaux** : commune ou établissement public de coopération intercommunale, conseils d'école et inspecteur de l'éducation nationale de circonscription. La décision, prise par le DASEN, peut s'appliquer « dans toutes les écoles de la commune (...) quand une majorité des conseils d'école s'est exprimée en sa faveur ».
- Ces différents acteurs locaux saisissent ensuite conjointement les services départementaux de l'éducation nationale pour leur proposer une nouvelle organisation du temps scolaire.
- Dans chaque département, la demande est ensuite examinée par le directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) qui vérifie l'application de plusieurs règles, notamment le respect des heures d'enseignement par semaine, par journée et par demi-journée. Avant de valider le passage à la semaine de quatre jours, le DASEN doit enfin « consulter la collectivité territoriale compétente en matière de transport scolaire ainsi que le conseil départemental de l'éducation nationale. ».
- **Présentation d'une délibération au Conseil municipal de changements d'horaires et ensuite les délibérations sur les tarifs, les règlements périscolaires, de restauration etc.**
- Présentation des organisations du temps de travail des agents en Comité technique paritaire : ATSEM, agents de restauration, animateurs, ETAPS, intervenants culturels etc.
- Communication auprès des parents.
- Identification des impacts sur le budget 2017 avec perte des subventions ÉTAT et, CAF et recettes des familles sur certaines activités

périscolaires et évaluation des dépenses avec retour à 4 jours (selon les organisations à 5 jours, les coûts ont été moindres avec les subventions car redéploiement des agents déjà en poste).

IV. Qui est concerné par la semaine des 4 jours à la rentrée 2017 ?

Un **Communiqué de presse de Jean Michel Blanquer** du 18 juillet 2017 annonce que 36,8% des communes de France ayant au moins une école publique, soit 31,8% des écoles, ont « choisi » d'utiliser le décret Blanquer en adoptant dès la rentrée prochaine une semaine scolaire de quatre jours. Le ministère précise que cela correspond à un peu plus d'un quart des élèves de l'école primaire (28,7%).

« Ce sont plutôt des **communes rurales** qui ont choisi de se saisir de cette liberté nouvelle », indique-t-il également, tandis que « les villes, a fortiori les grandes villes, ont globalement choisi de conserver l'organisation de la semaine sur quatre jours et demi » pour cette rentrée scolaire en tous des cas.

Quelques communes de plus de 50.000 habitants ont toutefois franchi le pas dès cette année : trois dans l'académie de Créteil (Chelles, Saint-Maur-des-Fossés, Épinay-sur-Seine) ; trois dans l'académie de Lille (Tourcoing, Dunkerque, Calais), deux dans l'académie de Montpellier (Montpellier qui expérimente sur trois groupes scolaires et Perpignan) ; quatre dans l'académie de Versailles (Sarcelles, Colombes, Sartrouville, Versailles). Dans l'académie de Nice, « toutes les grandes villes du Var » sont concernées indique le ministère et la plupart de celles des Alpes-Maritimes soit « Antibes, Cannes, Nice, Toulon, Hyères, etc. ».

Les principales raisons évoquées justifiant ce retour à la semaine des 4 jours :

- Pression des parents et/ou enseignants
- Économie Budgétaire
- Fatigue des enfants

Il faut rester sur l'intérêt de l'enfant !

VI... Et si, quoiqu'il arrive, tout ce qui a été capitalisé depuis 3/4 ans, n'était pas perdu ?

Ces nouvelles mesures gouvernementales ne doivent pas être le signe d'un recul par rapport à ce que les directions de l'éducation ont engagé dans le fait de travailler avec plus de sens sur les territoires...

Les collectivités évoluent dans un climat d'instabilité politique avec l'enchaînement des réformes, la mise en place d'une succession de dispositifs...

L'enjeu, pour les collectivités locales, est donc de s'emparer de ces dispositifs à chaque alternance politique et de capitaliser les avancées.

• Revenir aux questions fondamentales...

En préambule, l'école est une chance et non une charge !

Et si on parlait de droit plutôt que d'obligation scolaire ?

- Sortir du rapport de force induit par l'éventuelle pression des parents et des enseignants et/ou par les contraintes budgétaires et mobiliser les acteurs éducatifs sur l'importance de **la construction d'un projet commun autour de l'intérêt de l'enfant**.
- **Dépasser la question binaire des rythmes (4 jours ou 4 jours et demi)** qui est subsidiaire par rapport à la Loi de refondation de l'école de la république. Les enfants n'ont pas les mêmes besoins à 6 et 11 ans, pas les mêmes temps de concentration (difficulté des 6h d'affilée) etc.
- **Poser la question des différents temps :** temps de l'enfant, temps des familles, temps des enseignants. Réfléchir à l'articulation des différents temps de l'enfant, mais aussi des parents, des enseignants pour permettre aux enfants de s'épanouir. Les familles ont besoin de continuité éducative...

• Capitaliser l'expérience des territoires à travers les PEDT

- Le véritable challenge des directeurs de l'éducation, s'il y a un retour à la semaine de 4 jours, c'est de réussir à convaincre les équipes qu'elles continuent à aller dans le bon sens...
- Se focaliser sur le **retour sur investissement et les avancées de la réforme** : formation partagée, plan de formation plus ambitieux, reconnaissance et valorisation du métier des animateurs et des ATSEMs, recrutement de coordinateurs périscolaires, rôle des collectivités confortés dans le domaine éducatif.
- L'enjeu est bien de **reconstruire sans porter atteinte aux dynamiques**, aux perspectives des projets professionnels des agents. **Actuellement les pratiques professionnelles sont en mouvement vers plus de professionnalisation, de collaboration, de coopération, de coéducation.** Alors, même si les ATSEMs doivent de nouveau reprendre des missions d'entretiens, il est important de maintenir cette reconnaissance du métier et valoriser la montée en compétence (gestion de groupes,

animation d'atelier dans le cadre des temps périscolaires)

- **Maintenir les alliances éducatives au service des enfants et des jeunes** (qui est la plus-value de la réforme) : conforter l'échelon territorial dans l'animation de ces alliances, renforcement du travail en transversalité, valoriser le PEDT véritable outil clarifiant les partenariats, facteur de dynamique territoriale, continuer les groupes de réflexions sur les problématiques éducatives en valorisant le travail avec les parents.

- **Croire au bien-fondé de la réforme et proposer des alternatives**

Pour une bonne concentration, et donc un bon apprentissage le jeudi, il faut qu'il y ait école le mercredi matin. Ce phénomène n'est pas observé pour les enfants des milieux aisés car l'absence d'école le mercredi matin sera compensée par des activités extrascolaires qui les stimuleront intellectuellement.

Si les communes décident de revenir à une semaine de 4 Jours, il faut négocier une possibilité de proposer une alternative pour les écoles en éducation prioritaire, la semaine de 4 jours étant néfaste pour les plus fragiles.

- **Initier et mener des concertations constructives**, en militant pour **un pilotage équilibré commune / État**.

Comment initier des concertations constructives sur les territoires ? Sortir d'une démarche trop descendante, intégrer le mode projet, réfléchir ensemble, croiser les regards dans l'intérêt des enfants à travers deux types de concertation, en fonction du contexte local :

- 1 : concertation ouverte et large impliquant tous les acteurs éducatifs entourant le champ de l'enfant
- 2 : concertation restreinte (petit comité) en laissant le choix de l'organisation scolaire aux conseils d'écoles, la ville pouvant alors se consacrer à une concertation sur le PEDT, par exemple

- **Évaluer**

Au-delà des évaluations nationales

- s'appuyer sur les évaluations locales et saisir l'opportunité de travailler ensemble sur les acquis locaux en associant les enfants,
- Évaluer les impacts financiers en s'assurant de la pérennité du fonds de soutien.
- Évaluer les impacts financiers pour les familles du changement organisationnel

Par les membres de la Commission Permanente de l'ANDEV avec nos remerciements à Marion AUBERT pour son travail rédactionnel préparatoire Été 2017

Invitation au Ministère de l'Éducation nationale Vendredi 28 septembre 2017

L'ANDEV, représentée par Rozenn MERRIEN, présidente, et Bernard MAILLARD, vice-président a répondu à l'invitation de Fanny ANOR, conseillère spéciale de Jean Michel BLANQUER, Ministre de l'Éducation Nationale et Marie Dutertre, conseillère parlementaire sur la question des rythmes scolaires, vendredi 28 septembre 2017, au Ministère de l'Éducation nationale.

Cette réunion avait pour objet de dresser un premier bilan de la rentrée et de partager les enjeux à l'aube de cette nouvelle année scolaire.

L'ANDEV a rappelé l'implication des collectivités locales dans l'organisation du service public d'éducation et la nécessité d'inscrire en temps long l'action éducative.

En ce sens, le décret du 27 juin ouvrant possibilité de dérogation à l'organisation du temps scolaire a créé en cette rentrée 2017 un climat d'incertitude et d'interrogation relevé par de nombreux directeurs de l'éducation. En l'absence d'évaluation des impacts de la loi pour la refondation de l'école, l'ANDEV a souligné l'opportunité de capitaliser les changements engagés par cette réforme, notamment au niveau des complémentarités éducatives et de l'évolution des pratiques professionnelles entre les différents acteurs éducatifs.

Fanny ANOR rappelle le caractère dérogatoire du décret du mois de juin qui vise à revoir l'organisation du temps scolaire uniquement sur les territoires, où des dysfonctionnements sont apparus. Le Ministre et elle-même partagent la nécessité de conforter les aspects vertueux de la réforme, à travers notamment la valorisation des acteurs des temps périscolaires, la prise en compte de la glo-

balité des temps de l'enfant par des alliances éducatives solides, dans le cadre des PEDT, qui seront maintenus et confortés.

A la demande du nouveau Ministre de l'Éducation nationale, aux compétences élargies à la jeunesse, une concertation sur l'ensemble des temps de l'enfant et du jeune va être initiée par le CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental) et animée par la DJEPVA d'octobre 2017 à juin 2018.

Elle confirme également la pérennité du fonds de soutien au-delà de 2018, pour les villes maintenant l'organisation du temps scolaire, comme Jean Michel BLANQUER s'y est engagé lors de sa conférence de presse de rentrée, afin que l'argument financier ne conditionne pas le choix des collectivités.

Par ailleurs, une réflexion est initiée avec la CNAF autour d'un « Plan mercredi », qui permettrait de soutenir les projets des villes qui souhaiteraient renforcer leur action éducative sur ce temps, favoriser l'accès des enfants et des jeunes aux pratiques culturelles et sportives.

Concernant le dédoublement des CP, l'ANDEV confirme une mesure consensuelle, appréciée par les enseignants et les familles. Cependant, les villes s'inquiètent de la poursuite du déploiement de ce dispositif à la rentrée 2018. Fanny ANOR confirme qu'un fonds d'aide aux communes va être ouvert prochainement aux collectivités concernées. Elle ajoute qu'une évaluation est en cours sur les modalités de mise en œuvre (co-intervention, dédoublement physique, ...) menée par des universitaires.

**Par Rozenn Merrien, présidente de l'ANDEV
et Bernard Maillard, vice-président**

GROUPE RÉGIONAL IDF

Normandie Enghien 30 mars

Personnes présentes :

Madame AZAM (Sartrouville), Corinne BAUDELOT (Mery sur oise), Anne BERNUSSOU (Versailles), Stéphanie BLANCHARD (Enghien), Madame BOUBARNE (Maison Lafitte), Stéphanie BOUTIER (Guyancourt), Véronique BREVOT (Versailles), François BURGUET (Goussainville), Nathalie CHICHERY (Eaubonne), Anne COADIC (Fresnes), Gaëlle CONTANT (Garches), Mary D'AMATO (Ris Orangis), Marc DOMINGUEZ (Gonesse), Cécile DUPORTAIL (Arcueil), Alexandra DUPUY (Garches), Brigitte FOUNAS (Eaubonne), Nelly GEORGE (Chaville), Nicolas GIRARD (Cergy), Laurent GIROUX (Ris Orangis), Marie Noëlle HAYE (Villejuif), Rania INAOUI (Fresnes), Kader KADIRI (Ecouen), Frédéric LEROY (Villejuif), Catherine LE POIZAT, Stéphane MAHEU (Enghien), Bruno ROUSSEL (Grand Quevilly), Michael SCHLOESING (Ermont), Jean François SIPP (Gonesse), Sébastien THIROUARD (Sartrouville), Nicole VOQUER (Saint Maur des Fossés), Isabelle WECKMANN (Maison Lafitte).

La restauration est une préoccupation majeure des directeurs de l'éducation, elle est au coeur de nos réalités quotidiennes avec des enjeux multiples. L'Andev a donc souhaité impulser un groupe de travail thématique sur la restauration dont elle a élargi la réflexion à l'ensemble de la pause méridienne. Elle a organisé 4 rencontres depuis le mois de juin 2016 et a eu le plaisir d'accueillir plusieurs partenaires :

- **SIRESCO** : syndicat intercommunal pour la restauration collective
- **RESTAU-CO** : réseau des professionnels de la restauration collective, dispositif "mon restauration responsable"
- **AGORES** : Association nationale des directeurs de la restauration collective
- **SYCTOM** : Syndicat intercommunal du traitement des ordures ménagères
- **INTERFEL** : dispositif "un fruit à la récré".

1. Les objectifs du groupe régional

Les postes de directeur de l'éducation, ensemble de l'action éducative dont la restauration est une composante sont soumis à des contraintes budgétaires fortes et à un besoin constant de

rationaliser les coûts. L'objectif de cette rencontre est d'échanger entre acteurs de terrain, partager et mutualiser les expériences des villes. En effet, l'ANDEV met en synergie différents acteurs et réseaux et constitue une boîte à outils utile à tous les professionnels de l'éducation pour faire face à leurs missions.

L'Andev, agitateur d'idées, porte aussi la voix des directeurs de l'éducation au sein de diverses instances (Ministères, associations d'élus, ...) et de la presse (gazette des communes, acteurs de la vie scolaire...).

2. Participation de l'ANDEV au Groupe de travail restauration collective de l'AMF

L'ANDEV a participé au **Groupe de travail Restauration collective organisé par l'AMF le 28 mars 2017** selon l'ordre du jour suivant : Loi égalité et citoyenneté, Travaux du conseil national de l'alimentation (CNA) en vue de la remise d'un rapport avant l'été sur la restauration scolaire, Travaux du ministère de l'agriculture sur les projets alimentaires territoriaux, approvisionnement en produits locaux au sein des restaurations scolaires.

• La loi Egalité Citoyenneté

Votée le 27/01/2017, elle a renforcé l'accès à tous les enfants au service public de restauration. Cette modification doit être introduite dans le code de l'éducation. Il faut mesurer les incidences de cette décision pour les collectivités : risque d'augmentation de la fréquentation des enfants / locaux / moyens humains / impayés et mesurer le poids des lobbyings des sociétés de restauration, leur part de responsabilités dans ces nouvelles décisions...

Problématique de l'accueil des enfants en restauration le mercredi : bon nombre de collectivités réserve l'accès à la restauration aux enfants inscrits aux activités du mercredi après midi (Question à creuser avec les ministères). L'AMF a sollicité le défenseur des droits sur cette question.

Le paiement de la restauration est évoqué comme un souci au sein des collectivités. Décalage entre la volonté / les délais possible d'application la réactivité dans l'application des décisions / l'évolution des postures des parents qui se considèrent comme des "clients".

• Intervention du CNA (Conseil National de l'Alimentation)

Le dernier avis formulé du CNA date de 2004. Il est proposé, à la lumière de nouveaux contextes, la rédaction d'un avis de recommandation intitulé "les clefs de réussite de la restauration scolaire" qui sera finalisé pour le 4 juillet 2017 puis soumis aux ministères. L'AMF a soumis le document aux observations des participants. L'ANDEV a été associée à l'élaboration des recommandations. Elle a également insisté sur la prise en compte de la totalité de la pause méridienne pour le calcul de la prestation CAF et notre volonté de revoir les fiches de postes et formations adaptées pour les divers intervenants.

• LOCALIM - boîte à outils des acheteurs publics de restauration collective

Mise en place d'un guide, outil en évolution, dont l'objectif est d'améliorer la restauration collective et la relation entre les acheteurs et les fournisseurs. Il est conçu avec 8 fiches méthodologiques et 6 fiches filières. Des formations avec Agores et restau-co ont été mises en place pour accompagner les villes.

lien : <http://agriculture.gouv.fr/localim-la-boite-outils-des-acheteurs-publics-de-restauration-collective>

3. Présentation de la ville d'Enghien

12 000 habitants. 2 écoles maternelles, 1 groupe scolaire primaire, 1 collège et un lycée (même configuration pour le privé).

Commune jeune, qui date de 1850. 177 hectares. Aucun quartier sensible. 85 % de CSP +. Le lac occupe un tiers de la ville. Zone sulfureuse, exploitée. Station thermale, un théâtre, un hippodrome, un casino.

Budget fonctionnement ville : 56 millions d'euros, budget investissement : 40 millions d'euros.

1^{ère} ville à faire une DSP pour construire une crèche.

Dans la commune, un mot d'ordre : le bien être, 2 leviers : la culture (1^{er} festival d'art numérique, patrimoine Unesco) et l'éducation

Plusieurs Labels :

- Amie des enfants UNICEF
- A 21 junior
- Qualiville

4. Inscriptions, facturation, impayés, relation avec les familles à Enghien

A Enghien, les impayés étaient précédemment gérés par le Trésor public mais augmentaient d'année en année pour atteindre un montant de

181 225 euros en janvier 2016. **Mise en place d'une procédure depuis janvier 2016 pour réduire les impayés (délibération en conseil municipal, intégrée au règlement intérieur des établissements).** Mise en place par la commune d'une régie générale (création d'un fichier excel qui fait état des créances par montant) .

Objectifs :

- réduire les inscriptions en non valeur qui constituent un manque à gagner.
- modérer la lourdeur administrative engendrée par les impayés.
- **premier courrier** de relance rédigé par le service régie générale adressé aux familles avec la signature électronique de l' élu du secteur. Sous un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi du courrier, la famille règle tout ou partie de sa dette ou convient d'un échelonnement auprès de la trésorerie principale, en informe le service régie générale municipale. Avant de valider les séjours, les activités, les inscriptions en ligne, suivi des impayés des familles (travail important). Si une famille doit de l'argent au trésor public, le service scolaire encaisse la somme (accord avec trésor public "encaissement pour le compte du trésor public".

- Si sous un délai de 15 jours, constat de non paiement ou absence de réponse de la famille, mise en place d'une procédure restrictive de l'accès aux activités (sauf restauration scolaire) et 2^{ème} courrier, signé élu secteur et 1^{er} maire adjoint aux finances.

Rencontre de l'élue avec les parents : responsabilisation des parents.

A ce jour, 10 enfants ont été privés d'activités (outil : tableau excel avec nom, prénom, date à laquelle l'activité s'arrête).

- Depuis cette procédure, on note une amélioration en 2017, les impayés s'élèvent à 165 000 euros.
- Il est important de sensibiliser les équipes sur le terrain sur ce problème de fond, car tous les mois environ 15 000 euros d'impayés.

Synthèse des échanges avec les villes participantes

- A Villejuif, impayés gérés par une société déléguée Semgest dans le cadre d'une DSP. 44 000 euros d'impayés, représentant 2% du budget. L'entreprise prend en charge toutes les factures impayées de plus de 5 euros, et si une facture n'a pas été prise en charge sur l'année scolaire, l'entreprise remet les comptes à 0.

Procédure : Relance 1^{er} courrier signé par avocat, 2^{ème} courrier signé de l'huissier, et ensuite transféré au Trésor public.

- **Création d'une commission "impayés" : A Ecouen**, création d'une "commission impayés" en présence d'une assistance sociale, d'un représentant du CCAS, du trésor public, le maire adjoint chargé des finances, le maire adjoint chargé du service scolaire le régisseur, directeur de l'éducation pour essayer de trouver des solutions. Il y a une vraie volonté politique de maintenir les enfants sur les temps périscolaires et extrascolaires malgré les impayés, soucieux des conséquences que pourraient générer une exclusion des activités.
- **Exclusion des enfants des activités périscolaires en cas d'impayés** : ne perd t-on pas le sens du service public ? risque de désocialisation ? est ce à l'enfant de pâtir du comportement des parents ? est ce qu'on ne les stigmatise pas devant les autres enfants ? Ne pénalise t-on pas les familles qui tentent de s'en sortir ? (si les enfants sont exclus, les parents ne peuvent pas trouver de travail, d'où l'importance et l'utilité d'une commission sociale permettant de regarder plus finement les situations des familles (**Saint Maur des fossés**)).
- Dans certains collectivités le trésorier est autorisé par le maire à faire des **prélèvements à la source** généralement après avoir étudié la situation avec le CCAS.
- **Le prépaiement : rempart aux impayés ?** : Dans le **Vexin**, prépaiement pour réserver les vacances scolaires, réservation fiable et payée d'avance. En revanche, cela avait été mis en place à **Villejuif**, mais n'avait pas changé le montant des impayés. A **Goussainville**, une alternative a été mise en place : inscription possible aux activités périscolaires si et seulement si la facture précédente a été payée. A **Chelles**, un système de pré-inscription avait été mis en place avec des pénalités si pas d'inscription dans les délais, les impayés ont explosé.... A **Guyancourt**, système de prépaiement uniquement pour les vacances scolaires, gestion rigoureuse des impayés en place depuis 20 ans (- de 5%), les factures sont payables sur internet, le prélèvement automatique diminue aussi les impayés . Mise en garde : le prépaiement peut aussi écarter certaines familles....
- Difficultés dans certaines villes car certaines **"ardoises" ont été effacées** avec alternance

politique, donc difficile de faire payer les nouveaux mauvais payeurs....

- Lorsque dans certaines collectivités, une personne travaille à temps plein pour gérer les impayés, fait on vraiment des économies ? Le coût engendré pour le contrôle des impayés est il toujours évalué ?
- **Achat de logiciel de facturation comme AGORA (Mery sur oise)** facilitateur pour le suivi, permet à ceux qui procèdent aux inscriptions des enfants aux activités de savoir en un clic de savoir si les familles sont en situation d'impayés (case en rouge). Les agents d'accueil ont connaissance de situation financière des familles quid de la confidentialité?
- **Rappel** : la mise en place d'une procédure pour lutter contre les impayés doit faire l'objet d'une délibération en conseil municipal, accompagnée d'une procédure validée et communiquée aux familles. Importance que le cadre juridique soit spécifié dans un règlement intérieur dans lequel y figure la procédure à diffuser aux parents.
- Les impayés renvoie à un principe de droit et devoir, paiement d'un service fait et consommé, équité des usagers au sein d'un service public.

5. Rôle des ATSEM sur les temps de restauration et évolution du statut

I - Les ATSEM à Guyancourt

14 écoles maternelles pour 1 579 élèves répartis en 62 classes (~240 TPS).

Norme interne = 1 ATSEM pour 2 classes, arrondie au supérieur donc 2 pour 3 classes.

Etude du nombre de Petits/Tout Petits par rapport à l'effectif global de l'école avec la possibilité de rajouter une ATSEM supplémentaire si celui-ci est supérieur à 50%.

Horaires des ATSEM 7h45/16h ou 8h/16h15

Accueil du matin : 7h45/8h30

Temps Scolaire : 8h30/11h30

Temps pause méridienne : 11h30/13h45

Temps scolaire : 13h45/16h

Les ATSEM mangent avec les enfants . Elles ont 30 mn de pause hors temps présence enfants.

Pas de TAP, ni de NAP

Missions de l'ATSEM

- Accompagnement des enseignants
- Fonction d'animation de plus en plus exigée sur les temps périscolaires – mais pas de temps de préparation prévu dans leur emploi du temps
- Nettoyage du matériel, entretien courant des classes
- Grand ménage pendant l'été

Le temps de travail est annualisé : 36h25 par semaine scolaire et 35h durant les vacances scolaires :

Dont 4 jours repos compensateurs à prendre obligatoirement pendant les vacances de fin d'année

Dont 5 jours repos compensateurs à prendre obligatoirement en plus des Congés Annuels pendant l'été et reprise du travail une semaine avant la rentrée des classes pour finaliser le rangement des classes après le grand ménage et permettre une bonne préparation de la rentrée scolaire.

La Charte des ATSEM existe depuis quelques années, elle est en cours de réécriture suite à la mise en œuvre des nouveaux rythmes éducatifs, afin de prendre en compte leurs missions pendant le temps périscolaire.

II - Propositions du CSFPT (Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale)

Auto saisine du CSFPT pour revoir les missions, faire évoluer le cadre d'emplois et prendre en compte les nouvelles fonctions liées à l'ARS.

Les missions

- Reconnaître dans le cadre d'emploi les missions éducatives des ATSEM (pour rappel, les ATSEM appartiennent à la catégorie C de la filière médico-sociale). Avant, les ATSEM faisaient la surveillance des enfants sur les temps périscolaires, elles ont des missions éducatives
- Différencier la fonction d'entretien des ATSEM de celle des adjoints techniques
- Reconnaître les fonctions de formation (NBI maître de stage, régisseur)

Déroulement de carrière

- Changer l'appellation du cadre d'emploi afin de mieux refléter leurs missions
- Envisager des perspectives de promotion en Catégorie B, notamment pour celles en situation d'encadrement d'agents
- Réflexion autour des intégrations dans le cadre d'emplois

Formation

- Faire évoluer le CAP Petite Enfance pour tenir compte de l'évolution des missions surtout en

matière d'autonomie pédagogique et d'encadrements des groupes d'enfants.

- Créer des conditions pour permettre une participation réelle des ATSEM aux actions de formation. (Cf. l'enquête de l'ANDEV sur les conditions de remplacements des absences des ATSEM en pièce jointe)
- Renforcer les actions de formation notamment pour réduire les risques professionnels (gestes et postures, produits chimiques, règles d'hygiène réglementaires...).
- Renforcer les formations en VAE.

Concours

- Rétablir une épreuve d'admissibilité car aujourd'hui en interne il n'y a qu'un oral et malgré d'excellentes notes, les ATSEM ne réussissent pas le concours.
- Modifier de façon transitoire les quotas concours externes/internes pour ouvrir davantage de postes en interne.

Environnement professionnel

- Fixer un taux d'encadrement d'ATSEM pendant le temps scolaire car aujourd'hui, les normes sont très disparates d'une ville à l'autre.
- Établir une étude conjointe avec l'Éducation Nationale pour définir un cadre adapté.
- Conduire une étude afin de réinterroger l'évolution du taux d'encadrement sur le temps périscolaire et le temps du repas car là aussi les normes d'encadrement sont très différentes d'une ville à l'autre
- Prévoir la reconnaissance dans le cadre du temps de travail effectif = l'habillement, le temps de déplacement, la préparation des activités, les activités organisées hors du temps scolaire
- Préciser dans le cadre d'emploi la responsabilité hiérarchique exclusive de l'autorité territoriale et la responsabilité fonctionnelle du directeur d'école.
- Modifier en conséquence le code des communes.
- Développer les outils de régulation entre les villes et l'Éducation Nationale pour améliorer les conditions de travail des ATSEM (exemples : Charte des ATSEM, règlement intérieur...).

Reclassement

- Favoriser le détachement en Catégorie C dans les autres filières dont la filière animation et la filière sociale

Synthèse des échanges avec les villes participantes

- **Formation des Atsems : A Ermont**, mise en place d'une formation CNFPT sur 3 jours animateurs - atsem. Les Atsem sont sous la res-

ponsabilité du directeur de l'ALSH sur le temps de la pause méridienne (taux d'encadrement 1/15 en maternelle, 1/25 en élémentaire). Mise en place de formation partagée entre animateurs et atsems, le samedi matin à Ecouen (PSC 1). A **Versailles**, les directeurs adjoints des ALSH organisent des mini formations (organisation de grand jeux, gestion du groupe) pour les atsems, formation mixte très formatrice.

- **Rapport enseignant / Atsem** : A **Goussainville**, Atsem travaille 41h par semaine, donc 5h dédiées au ménage (1h par jour). 1 référent par école. 3h de temps d'échange tous les mercredis matins pour faire le lien avec la mairie. Un questionnaire a été distribué à tous les enseignants de maternelle pour analyser le regard des enseignants sur les atsems.
- **Fort taux d'absentéisme** dans certaines collectivités, entre 20 et 25% (**Cergy**), difficile aussi quand il n'existe pas de pôle de volants (**Mery sur oise**), ou pas de remplacement envisagé si l'atsem est absente moins de 15 jours (**Fresnes**)
- **Missions d'entretien** : Avec réforme des rythmes éducatifs, les atsems font de moins en moins de ménage, Dans certaines collectivités, il a même été externalisé (**Mery sur oise**).
- **Pause des Atsems** : Dans certaines collectivités (**Saint Maur des fossés**) les atsems sont en pause pendant la pause méridienne qui est gérée exclusivement par les animateurs, moins de fatigue, bien être au travail;
- **Temps de préparation pour les activités** : il n'existe pas partout, certains les prévoient, démarche soutenue par les élus 1h tous les 15 j de 14h à 15 h pendant le temps de sieste (**Ermont**). D'autres n'en ont pas, certaines collectivités trouvent des alternatives : les TAP commencent après les vacances de la Toussaint donc Atsems ont du temps en début d'année pour préparer et planifier leurs activités sur l'année (**Mery sur oise**).

- **Accueil des enfants en situation de Handicap** : souvent les atsems qui pallient le manque d'AVS.....Lorsque l'enfant a une AVS sur le temps scolaire, il est difficile d'en avoir aussi sur le temps périscolaire.....les parents doivent également en faire la demande à la MDPH.

Atsem / classe : Dans de nombreuses collectivités, suppression de poste d'atsem, 1 poste atsem par École a été supprimé à **Mery sur oise**. A **Arcueil**, atsems ne travaillent que le matin et seulement en petite section. Les élus ont engagé une réflexion pour augmenter le nombre d'atsem.

- **Charte** : Lors des refontes des chartes, les IEN refusent parfois qu'il y figure les engagements des enseignants vis à vis des atsems.

Pistes de thématiques pour prochain groupe régional Restauration :

- Gestion des dérogations scolaires
- Les familles recomposées : gestion des factures, question juridique sur le temps de garde, autorité parentale
- Fréquentation des restaurants scolaires : comment les villes gèrent cette augmentation des enfants ? (locaux, recrutement d'animateurs, gestion des menus de substitutions).

Le prochain groupe régional IDF / Normandie aura lieu le 4 mai 2017 de 9h30 à 12h30 à la Ligue de l'enseignement.

Ordre du jour :

- 1/ Restitution de l'enquête de l'ANDEV auprès de ses adhérents "Le PEDT sur votre territoire".
- 2/ Présentation de l'évaluation nationale des PEDT, pilotée par la DJEPVA, en présence de Gildas BOUVET, Chargé de mission.
- 3/ Témoignage de la ville de Fresnes sur la mise en place du PEDT, évolution, perspectives.
- 4/ Présentation des ressources / outils de WPE sur les PEDT.
- 5/ Échanges avec les villes participantes.

GROUPE RÉGIONAL IDF

Normandie Paris 4 Mai

Personnes présentes :

Saddek BENYAHY (Aubervilliers), Sandrine BERNARD (Pontault-Combault), Florence BERNOUSSA (Fleury Merogis), Anne BERNUSSOU (Versailles), Ségolène BONNAIRE (Ulis), Marie Laure BOUBARNE (Maison-Lafitte), Raphaël BUSCHSENSCHUTZ (Gennevilliers), Anne COADIC (Fresnes), Mary D'AMATO (Ris Orangis), Cynthia DARTAILH (Aubervilliers), Laurent DAUTY (Mondeville), Rebecca DEPPEZ (Creteil), Marc DOMINGUEZ (Gonesse), Cécile DUPORTAIL (Arcueil), Valérie GAUDE DA SILVA (Suresnes), Alain HIE (Nanterre), Stéphane LAUDY (Velizy), Catherine LE POIZAT, Holonou SOGBADJI (Créteil), Bernard MAILLARD (Evry), Rozenn MERRIEN (Saint Denis), Dominique MONTET (Ivry), Anne OLIVIER (Bois-Colombes), Aurélie ROBERGE (Taverny), Marie José TORRERO (Guyancourt), Hélène TRAMONTIN (Versailles), Nicole VOQUER (Saint Maur des Fossés), Isabelle WECKMANN (Maison Lafitte).

Partenaires présents :

Louise FENELON (VVL), Erwan LE TALLEC (CANOPÉ), Gildas BOUVET (DJEPVA), Marjorie NORBIS (Éducation et territoires) :

1. Les objectifs du groupe régional

L'objectif de cette rencontre est d'échanger entre acteurs et cadres de l'action éducative locale, partager et valoriser les pratiques territoriales, mutualiser les expériences des villes. En effet, l'ANDEV met en synergie différents acteurs et réseaux et constitue une boîte à outils utile à tous les professionnels de l'éducation pour faire face à leurs missions.

Ces rencontres permettent à l'Andev de porter la voix, les préoccupations des directeurs et cadres de l'éducation au sein de diverses instances (Ministères, associations d'élus, ...).

2. Enquête ANDEV : Dynamiques éducatives territoriales : impact des PEDT

L'ANDEV a initié une enquête auprès de ses adhérents à l'été 2016, relancée en octobre 2016, portant sur le contexte politique et éducatif local, ainsi que sur la mise en place des PEDT.

Elle a notamment porté sur :

- l'évaluation des PEDT
- l'application du décret Hamon
- les impacts sur l'organisation des services de l'éducation
- l'analyse qualitative des temps d'accueil périscolaire sur les maternels et les élémentaires
- l'évolution des pratiques professionnelles

Cette enquête représente 2,6 millions d'habitants et plus de 260 000 enfants scolarisés, essentiellement en milieu urbain (Comparativement le rapport Cartron représentait 4,6 millions d'habitants et 360 000 enfants scolarisés, et concernait principalement les communes rurales).

L'ANDEV évalue le "retour sur investissement" de la réforme, à partir du concept de comptabilité bénéfique : bienfaits pour les enfants (participation à des activités auxquelles l'enfant n'avait pas accès avant la réforme), plan de formation plus ambitieux facteur de dynamique territoriale, recrutement de coordinateurs périscolaires, renforcement du travail en transversalité, rôle des collectivités conforté dans le domaine éducatif.

L'ANDEV a participé à la réflexion sur l'évaluation nationale du PEDT initiée par la DJEPVA et a été auditionnée le 15 février 2017 par le Sénat dans le cadre d'une mission sur l'évaluation des PEDT.

Elle a souhaité y valoriser les idées suivantes :

- Inscrire les politiques éducatives structurées, dans la durée, au delà des dispositifs.
- Favoriser les dynamiques d'expérimentations "montantes".
- Simplifier les dispositifs et mieux articuler les niveaux territoriaux.
- Renforcer l'accompagnement par les services État - CAF (importance des IEN et des GAD Groupement d'Appui Départementaux).
- Renforcer la gouvernance (co-pilotage collectivité État / CAF, faire évoluer la gouvernance des conseils d'école, ...).
- Faire évoluer la réglementation des Accueils Collectifs de Mineurs, évolution des formations....
- Analyser l'impact financier avec critères normés (A priori la Cour des comptes a élaboré et diffusé un questionnaire très précis aux com-

munes sur les coûts induits par la réforme. Les résultats de cette enquête devraient être diffusés prochainement).

- Favoriser les mutualisations au niveau inter-communal.

Pistes de travail : Construire une référentiel d'évaluation partagé

Pérenniser un groupe de travail au niveau national, faire perdurer la dynamique de travail enclenchée, inviter des adhérents de l'ANDEV à le rejoindre pour élaborer une référentiel d'évaluation nationale et valoriser les expérimentations.

Pièce jointe : Rapport envoyé au Sénat fin mars 2017 / Résultats de l'enquête de l'ANDEV

3. Présentation de l'évaluation nationale des PEDT, pilotée par la DJEPVA

Rappel : La réforme des rythmes scolaires n'est pas une nouvelle politique, elle s'inscrit dans une politique de territorialisation éducative depuis 30 ans, l'objectif étant d'améliorer les rythmes des enfants et favoriser les apprentissages.

9 communes / 10 disposent aujourd'hui d'un PEDT. Plus d'un milliard d'euros déployés pour les activités.

Paradoxe : la nouvelle organisation du temps scolaire est obligatoire ; en revanche, les PEDT ne le sont pas.

Trois principaux objectifs assignés à la démarche d'évaluation :

- Dresser une typologie des PEDT sur le périmètre périscolaire
- Établir un bilan de la mise en oeuvre des PEDT
- Étoffer la capacité d'accompagnement des collectivités

La première évaluation nationale du PEDT centrés sur les temps périscolaires a été confiée aux Cabinets Éducation et Territoires et Eneis par le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Démarche située dans un contexte générale évaluatif du POLOC, de la CNAF, de l'ANDEV, AMF, Rapport Cartron.

Objectifs : visualiser toutes les évolutions possibles (avancées, difficultés), anticiper la rentrée 2017, faciliter l'analyse des futurs ministres.

Méthode adoptée : Évaluation entre septembre 2016 et Mars 2017.

- Questionnaire : 3 850 réponses, soit 7 553 communes pour un taux de retour de 37,8% des collectivités signataires d'un PEDT

- Observation de terrain : 17 collectivités au sein de 5 départements (Creuse, Haute Garonne, Sarthe, Val d'oise, Vosges)
- Entretiens auprès partenaires institutionnels au sein de ces 5 départements : DDCS, CAF, Éducation Nationale (IEN et DASEN)

3 objectifs hérités de la réforme : un équilibre difficile à trouver

- 1/ organisation des temps, respectueuse des rythmes de l'enfant
- 2/ Temps d'activité axés sur la découverte et l'ouverture
- 3/ Démocratisation de l'accès au périscolaire

Proposition de typologie des PEDT

- **Type 1 (concerne 24% des PEDT) :** PEDT centré sur les TAP, pas d'offre périscolaire pré existante ou absence de dispositifs éducatifs formalisés.
- **Type 2 (concerne la majorité des PEDT) :** Nette distinction entre les TAP et le reste du périscolaire : tarification, inscription, locaux...
- **Type 3 (concerne une faible proportion des PEDT) :** réforme vécue comme un allongement des temps périscolaires, offre périscolaire pré-existante et bien structurée. Périscolaire déjà fortement autonome du temps scolaire, sans exclure la complémentarité.

Les principaux résultats de l'évaluation :

- Le PEDT est le dispositif éducatif le plus largement diffusé à l'échelle nationale.
- Le PEDT porte une ambition qui dépasse le temps des NAP.
- Un impact plus fort dans l'identification de nouvelles priorités éducatives pour les collectivités qui disposaient déjà d'un PEL / CEL.
- Une forte dynamique autour de la mutualisation qui se caractérise par un bilan contrasté.
- Des modalités de pilotage qui favorisent la participation de toute la communauté éducative.
- Une attention portée à la qualification des intervenants

Pièce jointe : Présentation du Cabinet Eneis et Rapport de la DJEPVA

- La DEPP, Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance, rattachée au Ministère de l'Éducation Nationale a engagé une évaluation de la réforme des rythmes scolaires sur du long terme qui s'effectue à 3 niveaux :
- 1^{er} volet : Apprentissages, évaluation par cohorte

- 2^{ème} volet : Absentéisme
- 3^{ème} volet : Fatigue et bien être (études de l'OR-TEJ à Arras, Orléans, et en Guadeloupe),

4. Témoignage de la ville de Fresnes sur la mise en place des PEDT, évolution, perspectives

- 5 écoles maternelles, 6 écoles élémentaires, 1 groupe scolaire, 2 800 élèves.
- Création d'un service enfance en 2009. Réforme des rythmes en 2014, création de 10 accueils périscolaires. Engagement politique fort.
- En maternelle et en élémentaire, 1h30 d'activités tous les jours 15h45 - 17h15 (au démarrage 45 min financées par la CAF, **la subvention s'est brutalement arrêtée**. En effet, pour déclencher la PSO, il faut une participation financière même symbolique, seulement le maire a toujours mis en avant la gratuité des activités devant les familles.
- Évaluation annuelle du PEDT : difficile d'associer l'Éducation Nationale à l'écriture du PEDT, donc difficulté pour les associer à la démarche d'évaluation. Importance du retour des enfants et familles (70% de retour positif, 1 enfant sur 2 a découvert une nouvelle activité)
- Comité de pilotage pour cette évaluation regroupant plusieurs services : enfance, jeunesse, sports, culture, santé, petite enfance, CCAS, politique de la ville. Richesse des regards croisés sur un projet commun.

Objectifs : travailler autour de 3 axes et se mettre d'accord sur une méthode d'évaluation :

- 1/ Projet social et vivre ensemble
- 2/ Intentions éducatives des structures
- 3/ Outils de valorisation des actions de la collectivité

Auparavant, à Fresnes, il n'y avait pas cette culture commune, prise de conscience des élus que les champs ne sont pas cloisonnés.

L'évaluation du PEDT doit être portée collectivement, **véritable opportunité de valorisation de l'action éducative et d'assumer la compétence éducation de la collectivité**.

5. Présentation des outils / ressources de CANOPÉ sur les PEDT

Le réseau canopé est un établissement public, réseau de création et d'accompagnement pédagogiques, rattaché au Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il édite des ressources pédagogiques

transmédiés pour répondre à la demande des enseignants, des collectivités territoriales, des associations de parents d'élèves, de partenaires publics et privés.

Ce réseau est présent dans toute la France à travers les ateliers Canopé, lieux de formation, de vente de ressources, de créativité et d'accompagnement des enseignants dans leurs pratiques pédagogiques.

Possibilité de mettre à disposition des collectivités du matériel pédagogique adapté aux demandes des directeurs des écoles et des directeurs périscolaires en fonction d'un projet pédagogique (prêt de matériel, vidéo, livres, jeux de plateau).

L'objectif est de fédérer tous les acteurs de la communauté éducative autour d'une culture et d'un projet commun. Le réseau canopé propose des ressources éducatives, des services et des formations qui visent la continuité et la complémentarité des temps éducatifs.

Pièce jointe : Présentation du document sur les PEDT.

6. Échanges avec les villes participantes

- **L'évaluation des PEDT est portée uniquement par la ville** dans de nombreuses collectivités. **Difficulté d'avoir des objectifs partagés, de s'inscrire dans une démarche de co-pilotage** avec certains partenaires. La DDCE et la CAF sont parfois les grands absents de l'élaboration des PEDT et donc de son évaluation. Pas toujours également de réelle volonté institutionnelle de la part de l'Éducation Nationale de co-construire.
- **Travail en étroite collaboration avec l'Éducation Nationale :** dans d'autres collectivités en revanche, réel engagement de l'Éducation nationale dans la construction et évaluation des PEDT.

A Vélizy, 2 types d'emplois du temps. Dans certaines écoles, TAP le lundi et mardi en début d'après midi, dans d'autres, TAP mardi et vendredi fin d'après midi. animateurs présents de 12h à 16h30.

Enquête de satisfaction : 85% de retour positive.

Importance également de faire en sorte que les directeurs des écoles et les directeurs du périscolaire se sentent au même niveau en terme de responsabilités partagées (envoi de mails en les appelant chacun par leur titre).

Temps d'échanges interprofessionnels : Spécificité à Ivry, 9^{ème} demie journée le samedi matin. Mise en place de réunions enseignants - animateurs dans lesquelles sont évoqués les projets d'école, les projets d'animation, et la manière de les articuler. Des formations atsems/ enseignants sont également organisées. Création d'un centre de ressources de pairs, alimenté par des acteurs du territoire.

- **Multiplier les formations interprofessionnelles** sur la co-éducation, à l'instar de celle ouverte à Angers à tous les acteurs territoriaux.
- **Massification des recrutements**, évolution des métiers et des pratiques professionnelles (animateurs, atsems). **Apparition de nouvelles fonctions** : référent école, coordinateurs PEDT, ...

Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique Territoriale a rédigé un rapport relatif aux atsems. Depuis une mission conjointe de l'IGEN et l'IGA souhaite auditionner l'ANDEV, l'AMF,... sur deux aspects :

- l'évolution des missions des atsem dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires
- les relations et la répartition des missions entre les enseignants et les atsem

- Les objectifs des PEDT étaient parfois trop ambitieux dans certaines collectivités et les indicateurs d'évaluation pas toujours bien réfléchis donc difficile à évaluer.
- Certaines villes comme **Saint Denis et Aubervilliers** (de nombreux quartiers en politique de la ville) ont obtenu une subvention **supplémentaire de la CAF**, pour valoriser le fort investissement sur la question péri et extrascolaire.

Prochaine thématique retenue par les participants pour prochain groupe régional IDF / Normandie / Rentrée 2017 :

- Effectifs, dérogation, sectorisation, périmètres scolaires : comment travailler les politiques pour favoriser la mixité sociale?

SAVE THE DATE !

Le congrès du Havre aura lieu les 15, 16, 17 novembre 2017 autour de l'enjeu essentiel que constitue, au sein de nos politiques éducatives locales, la place de la culture dans la construction de l'individu et du citoyen.

ÉDUCATION, CULTURE ET TRANSMISSION

**Éducation des enfants et des jeunes
par l'art et la culture,**

Enjeu de la construction individuelle et citoyenne.

TÉMOIGNAGES COMPAGNONS DE ROUTE DES 25 ANS DE L'ANDEV



Alain Bocquet, Francis Oudot, Janine Bouvat (septembre 2017)
équipe coordonnant l'anniversaire des 25 ans

Témoignage d'Alain Bocquet

C'était en 1989...

Depuis plusieurs années, Patrick Montier¹, directeur de l'éducation à Rennes, réfléchit et agit, comme beaucoup d'entre nous, dans ces nouvelles perspectives qu'ouvre le contexte législatif et réglementaire. Celui-ci, s'agissant des compétences municipales en matière d'éducation et de scolarité, de complémentarité entre villes et Éducation nationale, s'est depuis peu renouvelé.

A plusieurs reprises, SCOLA, l'ancêtre du salon de l'Éducation, est organisé à Rennes.

En parallèle, une journée sur l'éducation était organisée, toujours à Rennes, sur le thème de la compétition entre écoles publiques et privées.

Patrick Montier et six de nos collègues, directeurs de l'éducation de grandes villes, proches, amis, imaginent que l'heure est venue de mutua-

liser la réflexion, de questionner l'horizon et les pratiques.

Je me souviens d'un café, pris dans un petit coin du salon SCOLA, où s'évoque cette perspective de réseau professionnel.

Je venais de prendre, à Nanterre, la compétence scolaire, après avoir géré, depuis plus de vingt ans, celle de l'enfance. Cette idée de réseau, de formation, de spécialisation en même temps que de globalité, tombait à pic pour moi.

Deux ans après, en 1991, encore à SCOLA, nous décidons d'organiser un colloque, toujours à Rennes, et de formaliser le réseau.

La première rencontre aura lieu en 1992. Pour l'organisation de celle-ci, il nous fallait créer une association-support, avec la contribution des participants.

Trouver un nom, un président, vite fait ? Ce fut l'ANDEV.

Et ce fut Francis OUDOT, tout frais arrivé de Reims.

Sollicité par nos soins, après un petit concubule, il lève la main et est élu à l'unanimité, sans discussion.

Mais pas sans le succès que l'on sait.

C'est ce qui s'appelle avoir le nez creux.

Des réseaux de professionnels, dans les secteurs du sport, de la restauration ou des affaires culturelles, ont réussi l'alliance entre élus et directeurs de service à l'échelle nationale.

Les temporalités des uns, des autres, et surtout de notre sujet : l'éducation, avec ce jeu de balancier permanent, depuis Guizot, entre l'Éducation nationale et les collectivités territoriales, touchant à tous les domaines (l'inscription et le périmètre scolaires, la famille, la religion...) ne nous a pas semblé propice à ce type d'alliance.

De fait, le réseau des villes-éducatrices, et nos partenariats avec les réseaux de maires (dont, en premier lieu, l'AMF) ont heureusement complété ce choix d'indépendance de notre part.

La question du rapport des communes à l'État, mais aussi du rapport des techniciens aux élus,

1. Cf son témoignage in La Communale N°56

a évolué : elle reste toutefois une des toiles de fond de notre engagement.

Beaucoup d'entre nous avaient été imprégnés par l'Éducation populaire, les mouvements politiques ou syndicaux.

Mon parcours illustre cela.

J'avais certes été à la fin des années 1960 surveillant d'internat. Mais les premières vraies responsabilités que j'ai exercées, en matière éducative, eurent pour cadre, en 1970, les colonies de vacances et camps d'adolescents de la ville de Nanterre ; formidable école pour une approche globale de l'éducation.

J'ai passé le BAFA et le BAFD avec les CEMEA et les FFC (les Francas aujourd'hui). J'avais de la gourmandise pour apprendre et je me suis plongé dans toutes les formations. En 1976, je rejoins les services centraux de la ville de Nanterre, pour diriger l'ancien patronage municipal, devenu centres de loisirs et maison de l'enfance ; j'entre dans le monde de la collectivité territoriale. Très rapidement l'idée d'un service de l'enfance intégrant l'ensemble des dispositifs municipaux déployés ou financés hors temps scolaire s'impose à moi. Le soir, le mercredi, pendant les vacances, pour tous les âges, dans les murs, hors les murs...

Les notions de projet et de formation cimentent l'affaire. C'était une excellente école pour comprendre la complexité de tous ces services, jusqu'alors cloisonnés, avec une histoire propre, et leur nécessaire articulation. Je m'abreuve de connaissances du monde de l'enfant pour apporter de la réflexion, du contenu au projet pédagogique ; je passe le CAPASE, puis le DEFA...

Il m'aura quand même fallu dix ans pour construire ce service enfance regroupant, in fine, tous les secteurs (tous les bastions, parfois) depuis la petite-enfance (faire glisser les crèches du secteur médico-social au secteur éducatif, une aventure !) jusqu'à la jeunesse, en passant par tous les types et moments d'accueil du péri et de l'extra-scolaire, pour tous, dans une ville construisant alors un groupe scolaire par an !

La municipalité de Nanterre a toujours été très claire et ferme sur la ligne de partage à respecter entre ce qui revient à l'État (nous étions alors dans l'opposition, dans la revendication, dans l'exigence... même si cela n'empêchait les relations souvent cordiales et complices avec les acteurs locaux) et ce qui reste à la charge de la commune.

L'âge venant, j'étais devenu fonctionnaire (je rigole ☺). L'occasion de repartir pour de nombreuses formations liées aux concours de la FPT (rédacteur, attaché, attaché principal...).

C'est dans ce contexte, qu'au milieu des années 80, s'imposent à notre réflexion les limites de l'action dans le seul champ hors scolaire.

Le fait que l'intervention vers le milieu scolaire et ce temps de l'État nous soit quasi « interdit » commence à poser de sérieuses questions, théoriques (la globalité et la complémentarité éducatives, la politique d'aide sociale aux familles, de santé...) et pratiques (pour le temps du midi, par exemple, les activités sportives et culturelles, ou les classes de découverte...).

Les parents eux-mêmes placent massivement, et c'est nouveau, dans le cadre de leurs rencontres et débats avec les élus municipaux, la réussite scolaire avant la garde, l'accueil, l'activité, les loisirs de leurs enfants...

Manifester, revendiquer, privilégier la relation avec les syndicats d'enseignants, ne suffit plus.

C'est donc tout naturellement, au carrefour de l'air du temps et d'une situation locale, professionnelle et personnelle, bardé d'un bagage nourri d'expérience et de formation formidables, que je me lance à l'assaut de la citadelle (je rigole encore ☺).

Il fallait convaincre. La municipalité, hostile à la confusion des genres (toujours Guizot, plus une culture d'opposition politique bien ancrée). Et les inspections de l'éducation nationale locales (trois à l'époque) toutes aussi craintives face aux « animateurs » (amateurs ?). Et pourtant, nous travaillions « clandestinement » avec les écoles depuis plusieurs années.

Il aura encore fallu un an pour gagner... et perdre. Je suis autorisé à créer un service de l'éducation ; mais invité à confier les rênes du service de l'enfance à l'un de mes adjoints.

Ainsi l'action municipale « légitime » sera toujours visible « en majesté ».

Et, dans le même temps, il ne sera pas dit, de façon renouvelée, que la question de l'école et de ses contenus soit absente des préoccupations municipales.

Nous sommes alors en 1989.

On comprend pourquoi la future ANDEV tombe alors bien à pic pour moi.

Repartir à zéro, à l'interne des services de la ville. Nous sommes à la recherche d'idées.

De la meilleure façon de regrouper les services (caisse des écoles, restauration scolaire, études dirigées...), les actions (dans le domaine social, de la santé, du sport, de la culture...), les procédures (inscriptions, périmètres et dérogations, école privée...), les engagements (fédérations de parents d'élèves, syndicats, associations locales...).

De la bonne démarche équilibrée pour que l'action des acteurs de la ville et celle des acteurs de l'Éducation nationale se combinent et se fortifient, sans se marcher sur les pieds.

Non plus, sans que l'un ou l'autre ne tire la couverture à soi.

Les premiers gagnants devant être les enfants et leurs familles.

La politique de la ville est déjà bien en place, des expériences sont repérées dans d'autres collectivités, le contact avec de nombreux partenaires et collègues à l'échelle francilienne est établi.

J'ai donc pu tout naturellement nourrir les premiers congrès de l'ANDEV.

Mais surtout, j'en ai bien profité pour élargir mon champ de vision, pour me nourrir moi-même de l'expérience et de la réflexion de nombreux collègues.

Le B. A. BA de l'engagement associatif, quoi !

Les premières formations initiées par l'ANDEV, organisées avec Pascal Bavoux, ont contribué à la fondation de notre réseau. S'y mêlaient heureusement les échanges d'expériences et les mises en perspective théoriques, l'enthousiasme et l'amitié aussi.

Les collègues qu'on retrouvera ensuite pour animer l'association et ses réseaux régionaux, étaient, pour beaucoup, déjà là.

J'ai retrouvé bien plus tard cet heureux contexte quand nous avons réussi à « monter » avec l'INSET d'Angers (CNFPT), une formation commune proposée aux IEN et aux directeurs de l'Éducation des villes. Formation malheureusement arrêtée après trois années de succès.

Un regret, peut-être ? Nous n'avons pas réussi à créer un institut de formation (ou à participer à sa création) prenant en compte (personne ne le faisant de façon satisfaisante) la spécificité de notre métier, inscrite dans le paysage social, législatif et réglementaire depuis près de deux siècles, à l'articulation du territorial et du national, dans le domaine de l'éducation.

J'étais réservé, pensant que le CNFPT devait et pouvait prendre en charge ces besoins de formation.

Un autre regret ? Nous n'avons que peu gagné sur la recherche avec les parents.

Pourtant, à Nanterre, nous avons réussi à passer à la pratique avec plusieurs initiatives, dans l'animation des conseils d'école, par exemple, ou avec la création de la maison des parents, ou encore grâce au travail et à l'inclusion des assistantes sociales scolaires au sein du service éducation et à la création, avec les étudiants volontaires de l'AFEV, de l'aide à domicile.

Très tôt, au colloque de Perpignan, l'ANDEV s'est pourtant penchée sur ces questions.

Il faut évoquer la commission permanente et les réseaux régionaux.

Saluer l'abnégation et la fidélité de tous ces collègues qui, au fil des ans, sans cesse remettent sur le métier, la question et toutes ses étiquettes.

Formidable engagement permettant l'expression de tous, le retour sur expérience, la recherche et le partage, le recul et le ressourcement si nécessaires à l'action, individuelle et collective...

Je me suis investi dans le groupe régional ANDEV Ile-de-France (où nous abordions tous les sujets, grands et petits. Comme par exemple : qui paie le timbre du directeur d'école convoquant une famille, maintenant que la franchise postale est supprimée ? (je rigole toujours ☺).

Grâce à la complicité du DASEN et du président de l'association des maires (dont je salue ici l'action - ils se reconnaîtront), nous avons même poussé « le bouchon », dans les Hauts-de-Seine, avec un groupe de contact composé des 36 maires-adjoints du département, des 36 collègues directeurs de service, en charge de l'éducation, et de représentants des IEN pour traiter des partenariats et questions impliquant nos différentes responsabilités complémentaires.

Evoquer 25 ans d'ANDEV, c'est évoquer quelques valeurs.

Notre système éducatif scolaire a été mis en place, conforté, entre autres, pour que se dégage, sous la forme d'une compétition, l'élite dont le pays a besoin. Ce faisant, chaque gagnant crée un perdant. Faire progresser tout le monde reste une alternative à inventer.

Qui en parle ? Qui peut le faire ?

L'État injonctif ? L'alliance au plus près de tous les acteurs, et donc le territoire ? Ou le chacun

pour soi suicidaire qui nous pend, aujourd'hui plus que jamais, au bout du nez ?

Il faut parler de droit obligatoire à l'éducation.

Pour que celle-ci offre à chacun et à tous un chemin d'émancipation et de progrès, riche de son point de départ, riche de rêves toujours redessinés, riche d'enseignements et d'expériences.

Mais aussi parce que l'éducation, la transmission, l'ouverture, sont les seuls moteurs avérés de la projection dans l'avenir, de la pérennité, qui sont indispensables aux sociétés, à chaque instant.

A Nanterre, nous avons réussi à bâtir un service intervenant de l'école maternelle à l'enseignement supérieur. Ce service partage la responsabilité de construire une continuité éducative avec les collègues de l'Éducation nationale et

l'ensemble des acteurs éducatifs locaux, dans le respect des prérogatives (missions, compétences, évaluations) de chacun, et la conscience de la plus-value du « faire ensemble ». Cet engagement collectif est mis constamment en débat à l'interne et avec les familles.

La notion de territoire, introduite dès l'origine par l'ANDEV, sera questionnée dans la période à venir par l'émergence massive d'intercommunalités de toutes sortes.

Les directeurs de l'éducation des territoires sauront être bien sûr au rendez-vous de ce nouvel épisode, les yeux sur l'horizon, les pieds dans le gazon...

Bonne continuation à tous !

L'action éducative en pratique

Univers dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, l'action éducative locale constitue un environnement professionnel infiniment riche et passionnant mais de plus en plus complexe. Dédiée à l'accompagnement opérationnel des cadres intervenant dans le secteur éducatif, L'Action éducative en pratique vous donne accès à 160 fiches actualisées en permanence, 240 outils et modèles de documents téléchargeables, à une base de données juridiques mais également à un forum où poser vos questions à nos experts, à l'actualité des collectivités territoriales... Bénéficiant ainsi de l'expertise de professionnels désireux de partager leur expérience de terrain, vous disposerez de toutes les clés méthodologiques nécessaires pour appréhender les problématiques que vous rencontrez au quotidien.

Pour toute question ou suggestion, n'hésitez pas à contacter notre service client au 01 53 35 17 17 ou par mail : relation.clientele@weka.fr



Editions WEKA

L'abonnement comprend:

1. Le guide de référence ;
2. L'accès au site Internet des abonnés www.weka.fr;
3. La lettre d'information hebdomadaire

Tarif : 465 euros TTC

(hors frais de port 9,00 euros TTC).

Tarif préférentiel à 395,25 euros pour les membres de l'ANDEV. Contactez WEKA au 01.53.35.16.16

Éditions Weka Intégral « Responsables de l'éducation »

Dans un environnement professionnel dans lequel se croisent des problématiques d'ordre juridique, administratif, financier mais également pédagogique ou encore managérial, cette solution réglementaire et méthodologique accompagne les responsables de l'éducation et les guide dans la gestion quotidienne d'un secteur complexe grâce à quatre services documentaires :

- L'action éducative en pratique
- Diriger et gérer un accueil de loisirs
- Dynamiser la stratégie RH
- Piloter vos marchés publics

Développées dans le cadre de ce partenariat, ces offres font l'objet d'un tarif préférentiel pour les membres adhérents de l'ANDEV. Besoin de plus d'information ? Contacter les Editions WEKA par téléphone au : 01 53 35 17 17 ou sur le site weka.fr

Les âmes errantes Tobie Nathan Editions Iconoclaste

Principal de collège ou imam de la république ?

De Bernard Ravet Kero

Quinze années durant, Bernard Ravet s'est tu. Parce que son statut de principal de collège le lui imposait – le devoir de réserve du fonctionnaire. Parce que, dans les collèges de ZEP classés « Violence » qu'il dirigeait, les journées étaient rythmées par une alternance du grave et de l'urgent qui ne laissaient pas une seconde à l'introspection. Mais aussi pour ne pas craquer.

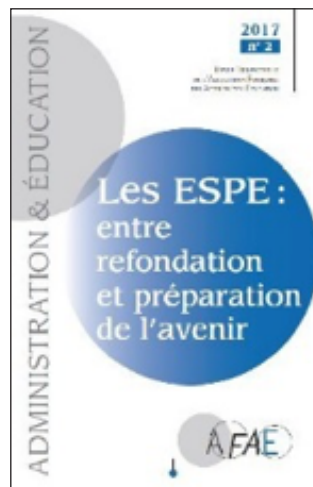
Aujourd'hui à la retraite, il s'est décidé à parler. À raconter sa vie, qui est celle de tout le personnel envoyé dans ces établissements ghetto. La violence. La montée du religieux. Les familles au mieux absentes, au pire fracassées. L'hypocrisie et le clientélisme des politiques. L'immense solitude des personnels de direction et des enseignants qui ressentent un profond sentiment d'abandon par leur hiérarchie.



Une vie qui tient de celle du commissaire de police, du directeur d'ONG pédagogique et, de plus en plus, face à la montée du religieux, d'imam de la république. Avec, pourtant, chevillée au corps, la conviction qu'il est encore possible d'agir pour que des élèves otages de leur environnement échappent à cette fatalité.

Les ESPE : entre refondation et préparation de l'avenir

Numéro coordonné par Monique RONZEAU, Marc DEMEUSE et Françoise MARTIN-VAN DER HAEGEN



Changement de paradigme ou pas ? S'il est trop tôt pour faire un bilan de la réforme de la formation des enseignants lancée en 2013, les analyses réunies par le nouveau numéro d'Administration & Éducation, tentent au moins un état des lieux. La revue croise les éclairages sur la réforme : celui du pilote au cabinet de Fioraso, celui

du Comité de suivi, celui du Parlement ainsi que quelques analyses d'experts : économiste, spécialistes de l'éducation par exemple. Coordonné par Monique Ronzeau et Marc Demeuse, le numéro assure ainsi une analyse complexe et multiple où restent quand même peu audibles les voix des premiers concernés : formateurs et étudiants.

<http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2017/07/11072017Article636353537748708042.aspx>

L'éducation populaire au tournant du XXI^e siècle

Sous la direction de Francis Lebon et Emmanuel de Lescure

En 2012, le nouveau président François Hollande intégrait — pour une courte période — l'éducation populaire à la tutelle du ministère chargé de la jeunesse, faisant écho au retour en force de cette notion depuis une vingtaine d'années. Poly-sémique, le terme renvoie aussi bien à des politiques publiques en direction des jeunes qu'à des pratiques émancipatrices issues des pédagogies actives (John Dewey, Paolo Freire, Célestin Freinet, Maria Montessori, etc.). Si la professionnalisation de l'animation socioculturelle a produit un relatif effacement du politique, le retour de l'éducation populaire témoigne de l'ambition de viser à nouveau la formation du citoyen, plus que l'occupation de la jeunesse. Cette volonté s'exprime par la réaffirmation de formes anciennes, comme les



universités populaires, mais aussi par des festivals ou des opérations de recherche-action associant chercheurs et publics à la production de savoirs tournés vers l'action. Finalement, l'ouvrage invite l'acte éducatif à sortir des murs de l'école en articulant mouvements sociaux et expérimentations.

par Emmanuel Porte <http://www.monde-diplomatique.fr/2017/06/PORTE/57611>

Éditions de l'ANDEV :

Ville de Saint Denis, Centre administratif,
2 place du Caquet, 93200 Saint Denis

Directrice de la publication

Rozenn Merrien

Rédaction ANDEV,

Comité de rédaction

Rozenn Merrien, Janine Bouvat, Bernard Maillard,
Thierry Vasse, Nicolas Debucquet

Maquette - Réalisation

Réseau Canopé

Imprimerie de Réseau Canopé

Téléport1@4 BP 80158 86961 Futuroscope Cedex

ISSN en cours

Dépôt légal NOVEMBRE 2017

